

Courrier du C.V.P.R.

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

JUILLET • AOÛT • SEPTEMBRE • 2016 • N° 62



"La France et l'Europe ont tout intérêt à donner la priorité à la sécurité sur les droits de l'homme, comme l'ont fait les USA et Israël", a déclaré le 17 novembre 2015, Moshe Ya'alon, ministre de la Défense israélien, à propos des attentats de Paris.

Editorial

Le scandaleux amalgame

Après les attentats immondes de janvier et novembre 2015, notre pays a encore été frappé le 14 juillet dernier à Nice - 86 victimes et des centaines de blessés -, puis le 26 juillet en l'église Saint-Etienne-du-Rouvray, où le père Jacques Harmel a été sauvagement assassiné. Plus de 225 morts en quelques mois !

Le Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient entend s'associer à tous ceux qui ont éprouvé, éprouvent, de la compassion pour tous les êtres humains, quelle que soit leur religion ou leur incroyance, qui ont été victimes de ces actes terroristes, de cette infâme barbarie, et il entend dire à leurs familles combien il partage leur indignation, leur peine, et leur douleur, voire leur colère.

Toutefois, le signataire de ces lignes, s'il comprend la fureur de ces compatriotes, ne saurait accepter que les impératifs nécessaires de sécurité, l'emportent sur l'Etat de droit. Pour lui, l'attachement aux valeurs de la République et à nos institutions est fondamental. Comme le disait au journal La Croix, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin le 29 juillet : « La réponse de la civilisation à la démence et à la haine, c'est l'Etat de droit : la violence ne se combat pas par la violence, mais par le droit (...). La crédibilité de notre Etat de droit est de ne souffrir aucune exception ».

Les attaques envers le gouvernement du président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Christian Estrosi ; les déclarations mar-

SOMMAIRE

- « Parler de «Jihad» dans le cas des opérations terroristes et une aberration » par G. Corm p. 3
- Comment le gouvernement israélien blanchit le blocus de Gaza p. 5
- Une rentrée réussie malgré la souffrance en Palestine par Z. Medoukh p. 6
- Mathématique et physique en Palestine par R. Lombard p. 6
- L'ONU dénonce une « poussée » de la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée p. 7
- Les ONG dans le viseur de Netanyahu par Pierre Barbancey p. 9
- Imposer le silence sur les crimes de l'occupation par Gideon Levy p.10
- Robert Kennedy Jr. dénonce le conflit : "une guerre par proxys" pour une pipeline par T. Eilée p. 11 à 14
- La campagne BDS en France et dans le monde p. 15 à 18
- Offensive idéologique de la droite religieuse en Israël par P. Smolar p. 18
- Sur l'antisémitisme en France par Uri Avneri p. 19
- Arabie Saoudite - Israël : le tandem inattendu par Aymeric Janier p. 20
- Palestine, l'héritage "oublié" de Michel Rocard par Bernard Ravenel p. 21
- Il y a 34 ans... Fadel Al Dani p. 22
- Courrier des lecteurs p. 22

Colloque

« Cent ans après les accords Sykes-Picot l'Orient arabe trahi »
 le
 samedi 8 octobre 2016

au Palais du Luxembourg,
 de 9 heures à 17 heures

Inscrivez-vous très vite !

**N'oubliez pas de régler
 votre cotisation 2016**

tiales du député Les Républicains, Eric Ciotti - soutien de Nicolas Sarkozy, « *On ne gagne pas la guerre avec les voix de la paix* » ; et celles de ce dernier, souhaitant mener un « *combat déterminé contre le multiculturalisme* », partisan de « *l'assimilation républicaine* » ces thèmes visant nommément les musulmans de France, ces attaques, dis-je, risquent d'aboutir à « *une forme larvée de guerre civile* » pour reprendre la déclaration de Nicolas Sarkozy lui-même en les retournant... Ce n'est pas en faisant de la surenchère que ces responsables politiques se grandissent !

Je pense par ailleurs que l'on fait beaucoup trop d'honneur à ces assassins en les mettant à la une dans les journaux, en donnant leur nom, en en parlant pendant des jours dans les médias. Eviter ce genre de « publicité » leur ferait sans doute moins d'émules. Le jeu de l'Etat islamique, c'est de monter les citoyens les uns contre les autres pour pouvoir recruter plus d'adeptes. C'est là le piège que tendent les terroristes à notre pays – comme à toutes les démocraties. ⁽¹⁾

Agir autrement, est, ni plus ni moins que de laisser triompher ces terroristes, « *sans foi ni loi, qui par leur geste de folie ont tenté de souiller la religion musulmane, en l'associant à ces actes lâches et barbares* » comme le relevait, dès le 29 juillet, le recteur de la mosquée de Villeurbanne, Azzedine Gaci. Ces barbares frappent tout le monde et partout (au Proche et Moyen-Orient, en Afrique, en Belgique, en Allemagne, etc.) et « *Les musulmans n'ont à s'excuser de rien, car Daech tue plus de musulmans dans le monde que n'importe qui* » a eu le courage de déclarer Georges Salines, qui a perdu sa fille, Lola, dans le massacre au Bataclan, et qui préside aujourd'hui l'association « *Treize novembre, fraternité et vérité* ».

Je souligne ici que toute la classe politique palestinienne a condamné avec la plus grande fermeté ces attaques terroristes, exprimant sa solidarité avec le peuple français dans ces tragiques moments.

Mais le « *CVPR PO* », parce qu'il est « *vigilant* » ne peut accepter l'amalgame qui a été fait par quasi tous les médias - sauf *Le Monde* - entre les attentats sur notre territoire et les « *attentats* » dont seraient victimes les Israéliens !

Certes, comme l'a fait remarquer Denis Sieffert ⁽²⁾ « *Avec inconscience ou avec d'inavouables arrières pensées, on ne sait pas* », la plupart des médias s'en tiennent à une approche apparemment « *technique* » en donnant en exemple la manière dont Israël traque les « *terroristes* ».

Cette analyse occulte tout simplement une différence fondamentale : Israël est un pays qui occupe illégalement ses voisins, la Palestine et le Golan syrien depuis 1967, en toute impunité ; qui colonise à outrance, qui exproprie les terres en Cisjordanie, à Jérusalem-Est, ou dans la vallée du Jourdain ; qui opprime les populations ; qui les humilie ; qui détient des milliers de prisonniers politiques ; qui poursuit depuis des années le blocus de Gaza (Rappelons le bilan très lourd de l'opération « *bordure protectrice* » de l'été 2014 : 2160 morts, dont 570 enfants, 270 femmes et 110 personnes âgées ; des milliers de blessés ; des quartiers totalement détruits et pas encore reconstruits aujourd'hui...).

Soyons clairs, le gouvernement israélien tente peu à peu de détruire matériellement et sociologiquement le peuple palestinien. Dès lors, lorsque l'on évoque Israël face à ce peuple, il ne saurait être question de parler de terrorisme, mais de résistance populaire, qui n'a rien à voir avec Daech.

L'Etat d'Israël vit depuis sa création en 1948 sous l'Etat d'urgence évoquant une insécurité permanente. Est-ce ce « *modèle* » (avec ses murs, ses checkpoints, ses arrestations quotidiennes ; ses humiliations...) que certains dirigeants de droite (surtout) et de gauche parfois, veulent pour notre beau pays de France ?

Maurice Buttin, président du CVPR PO – Le 5 septembre

(1) Relire l'ouvrage d'Antoine Leiris « *Vous n'aurez pas ma haine* » publié chez Fayard

(2) Edito pour Politis le 21 juillet 2016

DIXIT

**- David BEN GOURION,
le 12 juin 1938 :**

« *Je suis pour un transfert obligatoire des Arabes de Palestine vers les pays environnants. Je n'y vois rien d'immoral* ».

Déclaration publique lors d'une réunion de l'exécutif de l'Agence juive.

- Le 27 juillet 1948 :

« *L'expulsion vers les pays arabes des indigènes qui vivent sur le territoire qui nous a été attribué par l'ONU et celui que nous avons conquis n'est que justice* ».

- En 1949 :

« *On est obligé d'éliminer les noms arabes pour des raisons d'État. Comme on ne reconnaît plus la propriété politique du territoire de la part des Arabes, on ne reconnaît pas non plus leurs propriétés spirituelles et leurs noms* ».

**- Ariel SHARON,
premier ministre depuis
février 2001 :**

« *La guerre d'indépendance de 1948 n'est pas achevée.* »

Sans commentaire !

**- Le journal Haaretz,
le 2 mai 2014 :**

« *L'Etat d'Israël a célébré le 66ème anniversaire de son Indépendance.*

L'avenir d'Israël ne sera pas assuré jusqu'à ce que la Palestine célèbre son premier jour de l'Indépendance ».



DR

Pierre Pytkowicz ; L'Humanité

« Parler de « Jihad » dans le cas des opérations terroristes et une aberration »

G. Corm

Investig'Action a publié, le 4 avril 2016,
une interview passionnante de l'historien libanais, Georges Corm ⁽¹⁾.
Nous en extrayons quelques passages.

Aujourd'hui, l'islamisme est pointé du doigt comme l'idéologie à la base du terrorisme. Partagez-vous ce constat ?

— Les actions terroristes n'ont pas d'idéologie, sinon un nihilisme mortifère. Elles se parent certes de slogans qui peuvent être de nature religieuse ou, autrefois marxiste, cela ne veut évidemment pas dire que la religion ou l'idéologie invoquée soient en cause. Il est très regrettable que dans le cas du terrorisme se réclamant de l'islam, le monde entier se soit mis à discuter du Coran et de la religion musulmane, en particulier depuis les attentats de septembre 2001. Tant que ce terrorisme se contentait de tuer d'autres musulmans, on se préoccupait peu de l'analyser et l'islam ne servait pas de clé d'explication des motivations supposées des groupements terroristes.

C'est lorsque ceux-ci s'en prennent à des Européens ou des Américains, que les médias se déchaînent sur le thème du choc de civilisation cher à Samuel Huntington et de l'antagonisme supposé entre un Occident judéo-chrétien et un Orient arabo-musulman. Ce thème débilitant et hautement fantaisiste a fait des ravages dans l'intelligentsia occidentale et musulmane. Il a justifié et légitimé l'invasion de l'Afghanistan puis de l'Irak par des coalitions armées dirigées par les Etats-Unis, sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Or la lutte contre le terrorisme a toujours été faite par des moyens de police classique et d'infiltration des groupes le pratiquant. **On n'avait jamais vu jusque là déployer des armées à grand frais et envahir et occuper des pays sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Ceci bien sûr ne pouvait manquer de provoquer des résistances armées multiples et fanatiser des jeunes en quête d'exaltation morbide.** (NDLR : souligné par nous)

Il faut commencer par rappeler que les phénomènes

terroristes qui adoptent des slogans dits islamiques frappent d'abord et bien plus intensément et de façon continue depuis des décennies les pays arabes et d'autres pays musulmans. Parler de "jihad" dans le cas des opérations terroristes est une aberration, car lorsque des musulmans tuent de façon indiscriminée d'autres musulmans on ne peut qualifier cette barbarie de jihad. (...)

Il faut ensuite pour comprendre cette multiplication aberrante d'un terrorisme se réclamant de la religion musulmane rappeler la politique délibérée des Etats-Unis d'instrumentaliser la religion comme arme de destruction massive dans le cadre de la guerre froide. Il s'agissait alors pour eux de faire reculer l'influence idéologique, politique et militaire de l'URSS dans le monde arabe et ailleurs dans le monde musulman, présence qui s'était considérablement développée au cours des années 1950-1970.

Au début des années 1970 et grâce à l'augmentation fabuleuse de ses revenus pétroliers, l'Arabie saoudite fonde l'organisation des Etats islamiques, ainsi que la Banque islamique de développement. En 1979, sur demande américaine, l'Arabie saoudite, de concert avec le Pakistan, autre Etat à pratique musulmane rigoriste et excessive et à faible légitimité lui aussi, entraîne militairement des dizaines de milliers de jeunes arabes pour les envoyer se battre en Afghanistan contre l'armée soviétique venue au secours d'un régime moderniste pro soviétique.

Cet enrôlement se fait sous couvert d'une idéologie dite « jihadiste » commandant de se battre contre les « infidèles » athées ou païens. Plutôt que de penser contribuer à libérer la Palestine, l'Arabie saoudite veut ainsi libérer l'Afghanistan avec qui le monde arabe et elle-même n'ont aucune relation depuis des siècles, que ce soit sur le plan culturel, commercial, ou économique.

TERRORISME

Cette action évite à l'armée américaine, traumatisée par sa défaite au Vietnam d'avoir à envoyer elle-même des troupes au sol. Cela fait donc penser à une armée de mercenaires et non à un mouvement de libération national.

Le résultat sera la constitution de l'organisation d'Al Qaëda sous la direction de l'un des fils d'une des grandes familles fortunées du royaume saoudien, Oussama Ben Laden.

• L'histoire d'Al Qaëda aurait été la conséquence directe des pétrodollars. Par quel biais son influence et sa force de frappe se sont-ils renouvelés au sein des actuelles filières terroristes ?

— La manipulation du religieux par les Etats-Unis et de nombreux Etats européens va reprendre de plus belle à partir de 2011 avec le dérapage des révoltes arabes et les interventions militaires externes en Libye puis surtout en Syrie. La démonisation du chef de l'Etat syrien par les déclarations des dirigeants européens et particulièrement français, ainsi que par les dirigeants américains, va alors tout normalement pousser de jeunes français de confession musulmane et même parfois non musulmans à aller se battre en Syrie sous la bannière des slogans des organisations terroristes pourtant qualifiées de "révolutionnaires" et de "libératrices" du joug de la famille Assad. Une violence verbale exceptionnelle se manifeste depuis plusieurs années dans les discours des dirigeants politiques américains et européens qui présentent les événements complexes dont est l'objet le monde arabe dans une approche manichéenne sous l'angle d'une dichotomie entre des « bons » arabes (dits modérés et même des organisations terroristes dites modérées dans le cas de la Syrie) et des méchants « arabes » dits radicaux (ceux qui s'opposent à l'hégémonie américaine et à la continuation de la colonisation de la Palestine par Israël).

• On présente souvent l'actualité soit du point de vue des affects, soit d'un choc culturel et religieux. Pourtant nos jeunes ont besoin d'analyses économiques et géostratégiques...Comment peut-on former une jeunesse qui changera le cours des événements plutôt que de s'y soumettre ?

— Je pense urgent de lutter contre l'idéologie du choc de civilisations qui s'est infiltrée dans tous les discours et qui est devenue une sorte de prophétie auto-réalisatrice à partir du moment où l'on a déployé des armées et non des moyens de police classique pour lutter contre un terrorisme largement soutenu, au gré des causes, par les membres de l'OTAN. Cette idéologie est hautement fantaisiste et malfaisante, il faut sans répit le démontrer.

D'abord, seuls les Etats entrent en conflit et toujours pour des motifs de puissance profane ; les civilisations elles sont en interaction positive ou s'ignorent suivant les intérêts profanes des dirigeants des Etats. Ensuite, accep-

ter de promouvoir un dialogue des civilisations ou des cultures ou des religions, comme antidote à la thèse du choc, c'est en fait renforcer cette thèse, puisque la raison du dialogue qui prétend contribuer à la paix vient confirmer la thèse que les civilisations, cultures ou religions constitueraient les vraies causes des conflits et non point l'ambition et le manque de scrupule des dirigeants politiques.

• Enfin, que pour ce qui est des couches pauvres et marginalisées de la population de ces pays, elles ne rêvent que d'émigrer en Europe ou aux Etats-Unis et souvent au péril de la vie des migrants et de leur famille en traversant la méditerranée. Où se trouve donc le conflit ?

— On voit bien que l'idéologie huntingtonienne n'est qu'un délire raciste à combattre sans arrêt. Ce n'est qu'une vieille reprise du racisme virulent du XIX^e siècle européen qui avait divisé le monde en deux entités imaginaires : la race noble et raffinée des Aryens et la race inférieure des Sémites à l'esprit lourd, incarnée pour Ernest Renan dans l'islam.

Aussi, ne faut-il pas être étonné comme en témoignent les réactions officielles aux dernières opérations terroristes en France et en Belgique, qu'aient été servis les mêmes discours vides et creux que ceux de l'ex-président américain George W. Bush : nous sommes en guerre et les terroristes en veulent à nos valeurs démocratiques et à nos libertés.

Si aujourd'hui les organisations terroristes prospèrent, c'est bien du fait de tant d'interventions militaires externes et d'occupations et de manipulation de ces mouvements dont l'origine, il ne faut jamais l'oublier, remonte à la guerre d'Afghanistan de 1979 à 1989. (NDLR : Soulagé par nous)

• Dans votre dernier livre « Pensée et Politique dans le Monde Arabe » vous offrez un panorama des courants réformistes et progressistes qui ont nourri la philosophie et l'histoire politique du monde arabe. Ces idées, restent-elles une graine d'espoir pour la région ?

Oui, je le pense et le but de mon ouvrage était de combler ce trou de la mémoire historique arabe sur la richesse et la vivacité de la culture et de la pensée arabes, mémoire oblitérée par le déferlement des courants islamiques alimentés à grand frais par les financements saoudiens mais aussi des travaux académiques de piètre qualité qui ont réussi à faire croire que l'esprit arabe était bloqué dans un invariant d'ordre religieux. Mon ouvrage montre que contrairement à tout ce qui peut se dire ou s'écrire l'islam n'est pas une religion monolithique et insécable et « l'esprit arabe » n'est pas fait d'une culture unique de nature théologique.

(1) : *Georges Corm, un homme politique, sociologue, économiste, historien et juriste libanais, ancien ministre des Finances de la République libanaise, 1998-2000) est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire du Proche-Orient. Le dernier « Pensée et Politique dans le monde arabe » Edit. La découverte 2015.*

Comment le gouvernement israélien blanchit le blocus de Gaza

par Ben White

« *Date Limite* », une émission de la chaîne de télévision australienne SBS One, a projeté un reportage ayant pour titre « *Guide de survie à Gaza* », basé sur une visite d'une semaine dans la bande de Gaza du correspondant Brett Mason et du producteur Will West.

Date Limite a publié intégralement une réponse reçue de la Coordination des Activités du Gouvernement dans les Territoires Occupés (COGAT), l'organisme israélien responsable de la gestion quotidienne des affaires civiles de l'occupation militaire de la Palestine occupée. La déclaration de COGAT – mal écrite et parfois à peine compréhensible – est d'une lecture instructive par ce qu'elle déforme et omet du blocus en cours de Gaza, internationalement condamné.

La réponse commence en indiquant que « *malgré le régime de terreur du Hamas qui appelle clairement à la destruction de l'État d'Israël, nous développons une vaste politique civile à l'intention des résidents de Gaza* ». Mais Israël est une puissance

occupante ; il a des obligations vis-à-vis de la population civile occupée, quelles que soient les actions ou points de vue du Hamas ou de tout autre faction politique.

Le critère d'évaluation de la dite « *politique civile* » du COGAT n'est pas la « *bonne volonté* » ou la « *générosité* », mais les obligations d'Israël au regard du droit international humanitaire. En fait, cette « *politique civile* » n'est bien sûr rien moins que civile. Remettons quelques statistiques du COGAT dans leur contexte :

« *Plus de 1000 passages sont enregistrés quotidiennement au poste d'Erez pour des traitements médicaux, des motifs professionnels, des conférences et autres* ».

Impressionnant ! – mais avant la deuxième Intifada, environ 26 000 travailleurs passaient tous les jours par Erez. En mai 2016, il y a eu moins de 15 000 sorties de Palestiniens via Erez ; la moyenne mensuelle de janvier à septembre 2000 dépassait le demi-million. En grande majorité les 1,8 millions de Palestiniens de la bande de Gaza, en dehors des commerçants détenteurs de permis de long terme et de patients accompagnés, sont toujours interdits de déplacement vers la Cisjordanie pour des motifs de travail, d'étude ou pour rendre visite à des parents (sauf cas « *humanitaires exceptionnels* »).

« *Chaque jour, plus de 850 camions chargés de médicaments, de matériaux de construction, de nourriture etc. entrent à Gaza. À ce jour, plus de 2 millions de tonnes de marchandises sont entrés à Gaza depuis le début de 2016* ».

Il ne s'agit pas là de dons des autorités israéliennes, mais de marchandises et

de matériaux achetés par les Nations Unies, des ONG et des entreprises de la bande de Gaza. Tandis que le volume de marchandises qui entre à Gaza en 2016 a certainement augmenté au cours des dernières années, il reste inférieur à ce qu'il était avant le blocus. Le point le plus important est que le pic du nombre de camions entrant à Gaza est le résultat de l'entrée contrôlée de matériaux de construction dans la bande de Gaza, principalement destinés à réparer les dommages massifs infligés aux bâtiments et aux équipements par l'Opération « *Barrière Protectrice* ». En d'autres termes, l'essentiel de ce qui entre à Gaza est constitué de matériaux de construction pour la réparation de la destruction semée par les offensives d'Israël ou d'aide humanitaire pour compenser les conséquences économiques du blocus. (...)

Ce que le COGAT omet c'est que seuls 3 000 des 18 000 maisons détruites ou gravement endommagées ont été « *reconstruites ou autrement rendues habitables* » (rapport OCHA de l'ONU, avril 2016). 75 000 Palestiniens sont toujours déplacés. (...)

Enfin, la déclaration du COGAT ne dit rien sur la quantité de biens qui sortent de la bande de Gaza. Avant la fermeture, 85% des produits de Gaza étaient vendus sur ses marchés naturels – la Cisjordanie et Israël. Mais à ce jour, en 2016, la moyenne mensuelle est à peine de 181 camions de marchandises sortis de la bande de Gaza – juste 23% de la quantité de 2005. (...)

Gunness a ajouté : « *plus significatif peut-être, le secrétaire général Ban a récemment condamné le blocus de Gaza en le qualifiant de punition collective dont il a dit que la responsabilité devait être établie* ».

14 Juillet 2016 dans *the Middle East Monitor.com* extraits de l'article traduit et publié par l'agence Media Palestine
Traduction: SF pour l'Agence Media Palestine



Gaza, toujours pas reconstruit

Une rentrée scolaire réussie malgré la souffrance en Palestine

par Ziad Medoukh

La rentrée scolaire 2016/2017 dans les territoires palestiniens a été marquée par la volonté des familles d'envoyer leurs enfants à l'école en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en dépit d'une situation très difficile à tous les niveaux. Plus d'un million deux cent mille élèves ont repris le chemin de l'école cette semaine, parmi eux 700 mille en Cisjordanie et 500 mille dans la bande de Gaza.

classes qui ne sont pas reconstruites jusqu'à maintenant à cause de l'interdiction israélienne de faire entrer les matériaux de construction dans cette région sous blocus. Cette rentrée des classes est reprise dans la douleur, à la mémoire de ces 300 élèves et 40 professeurs, tués il y a un deux ans par les forces de l'occupation israéliennes.

On compte presque 800.000 élèves inscrits dans les écoles publiques, 300.000 dans les écoles de l'UNRWA pour les réfugiés palestiniens, et 100.000 dans les écoles privées. Le taux de scolarisation cette année dépasse les 92%, malgré toutes les difficultés sur place affrontées par toute une population civile en souffrance permanente sous occupation israélienne.

Cette volonté montre que l'éducation est un enjeu pour les Palestiniens qui continuent à croire en un avenir meilleur pour eux et pour leurs enfants.

En Cisjordanie, la rentrée scolaire est reprise dans la douleur, à la mémoire de ce bébé brûlé vif avec ses parents, par des colons israéliens, dans leur maison, dans le village de Doma près de Naplouse, à la veille de la rentrée précédente en septembre 2015. Les élèves affrontent de nombreuses difficultés devant le mur, les barrages militaires israéliens et les check-points afin de joindre leurs écoles.

Dans la bande de Gaza, la rentrée scolaire est reprise dans la souffrance et les difficultés économiques, deux ans après la fin de l'offensive militaire de 50 jours en été 2014, qui a causé la destruction de 30 écoles et de nombreuses



6 sept. 2016 - Des élèves de l'école Hagiria, à Al-Khalil, découvrent que le checkpoint Abu Arish (près de la mosquée Ibrahim) est fermé par les forces d'occupation, et qu'ils ne pourront pas rejoindre leur école pendant une période indéterminée.

Mathématiques et physique en Palestine

par Roland Lombard, Président du CICUP ⁽¹⁾

La cinquième édition de la conférence internationale palestinienne « *Modern Trends in Mathematics and Physics* » m'a donné l'occasion d'un bref séjour en Palestine. Après Naplouse, Bir Zeit, Hébron et Al Quds, c'était au tour de « *The Arab American University* » de Jénine d'organiser cette rencontre, qui

a rassemblé une centaine de participants, dont une forte composante palestinienne. C'est une expérience unique de coopération entre les universités palestiniennes, qui demande à être prolongée dans le cadre de l'enseignement et de la recherche.

Les exposés que j'ai suivis, en physique, m'ont conforté dans l'opi-

nion déjà exprimée lors d'un colloque du CVPR. La jeunesse scientifique palestinienne est talentueuse et dynamique.

J'ai apprécié la diversité des sujets traités et la qualité des présentations et j'ai noté une grande proportion de jeunes femmes, qui jouent pleinement leur rôle. Une seule ombre au tableau. Elle n'est pas le fait des organisateurs : les scientifiques de Gaza n'ont pas obtenu de l'occupant les autorisations nécessaires à leur venue en Cisjordanie. Une situation que je dénonce avec fermeté.

Malgré sa brièveté, ce séjour m'a clairement montré l'ambivalence

actuelle du quotidien des Palestiniens. Le premier abord est dominé par l'activité commerciale et les constructions récentes ou en cours, qui donnent l'impression d'une vie florissante. Mais la chape de plomb de l'occupation, son inexorable déni de justice, se traduit dans les incursions quotidiennes de l'armée israélienne, dans les coupures d'eau, dans la colonisation et les affrontements qu'elle suscite. Pendant la conférence, le coiffeur du village d'un des participants a été assassiné : sa voiture est tombée en panne à un check point, il a été abattu sans sommation alors qu'il ouvrait sa portière.

La prochaine édition aura lieu

dans deux ans à l'Université de Technologie Kadoorie de Tulkarem. Je lui prédis un succès comparable à celui des précédentes rencontres sur le plan scientifique. Quelle sera la situation en Palestine, en particuliers pour les Gazaouis ? L'expérience prouve que les choses changent mais à vitesse très réduite.

(1) Le CICUP (Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes) a pour objectifs d'informer les milieux universitaires français sur les efforts déployés par les enseignants-chercheurs Palestiniens pour créer et animer dans les Territoires Occupés des établissements d'enseignement supérieur ainsi que des instituts de recherche et de technologie d'une qualité internationalement reconnue, et de favoriser les coopérations entre universités françaises et palestiniennes www.cicup.net/

L'Onu dénonce une «poussée» de la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée

L'Onu a dénoncé le 29 août 2016 une «poussée» de la colonisation israélienne en Cisjordanie et dans la partie Est d'al-Qods occupée (Jérusalem-Est) depuis la publication fin juin du rapport du Quartette sur le Proche-Orient qui condamnait cette politique.

« Les recommandations (du Quartette) continuent d'être bafouées, y compris par une poussée des annonces par Israël liées à la colonisation et la poursuite des démolitions » d'habitations palestiniennes, a déclaré devant le Conseil de sécurité l'envoyé spécial de l'Onu au Proche-Orient, Nickolay Mladenov.

M. Mladenov a recensé ainsi des projets de construction de plus de 1.700 logements annoncés par le gouvernement israélien depuis le 1er juillet, dont plus de 1.000 dans la partie Est palestinienne d'al-Qods occupée.

«Israël» prépare aussi une possible saisie de terres en Cisjordanie occupée, pour relocaliser les habitants de la colonie sauvage d'«Amona» et la rendre légale aux yeux de la législation israélienne,

une initiative qui «établirait un précédent» selon M. Mladenov.

«Tous ces projets créeraient essentiellement de nouvelles colonies illégales et je demande à Israël de les stopper et de revenir sur ces décisions», a-t-il déclaré.

«Soyons clairs», a-t-il ajouté: «aucune acrobatie juridique ne peut changer le fait que ces postes avancés - qu'ils soient " légalisés " selon la loi israélienne ou non (...) - demeurent illégaux au regard des lois internationales ».

M. Mladenov a dénoncé aussi des destructions de logements habités par des Bédouins dans le sud de la Cisjordanie occupée (Zone C), notamment à Susiya, qui « incitent de plus en plus ces communautés à partir ».

« La démolition de cette communauté (à Susiya) créerait un précédent dangereux et renforcerait l'idée qu'Israël vise une annexion de facto de la Zone C », explique M. Mladenov.

Dans un rapport publié fin juin, le Quartette sur le Proche-Orient (Union Européenne, Russie, Etats-Unis et Nations unies) a exhorté «Israël» et les Palestiniens à renoncer respectivement à la colonisation et à la violence, qui minent selon lui les soi-disant «chances de paix et d'une solution à deux Etats». La publication de ce rapport était censée relancer le soi-disant «processus de paix», au point mort depuis plus de deux ans, mais «Israël» et les Palestiniens en ont aussitôt critiqué les conclusions.

Source : AFP et rédaction
<http://www.french.alahednews.com.lb/essaydetails.php?eid=19857&cid=308#.V9JoutGm4W1>

Les autorités israéliennes arrêtent 6 730 Palestiniens en neuf mois

Les autorités israéliennes ont arrêté 6730 Palestiniens et rendu 950 ordonnances de détention administrative depuis octobre 2015, rapporte le journal *Quds Press* en citant la Commission palestinienne des Droits de l'homme. La Commission informe que 180 Palestiniens sur ces 6730 ont été arrêtés pour incitation présumée sur les médias sociaux. En outre, il est également indiqué qu'on estime à 65, le nombre d'enfants palestiniens placés en résidence surveillée, et à 18, ceux expulsés de leurs villes natales, durant la première moitié de 2016.

Le Comité pour les Prisonniers et les Prisonniers libérés estime à 3445 le nombre de Palestiniens qui ont été arrêtés par les autorités israéliennes durant la première moitié de 2016, relevant que le taux d'arrestation des Palestiniens augmente de 50 %, comparé à la même période de 2015. Il déclare aussi que ces chiffres comprennent 712 enfants, et 102 femmes. Et il note que 113 Palestiniens, dont 98 pêcheurs, sont de la bande de Gaza.

27 juillet 2016 – Middle East Monitor

Traduit et publié par l'Agence media palestine.fr

Voir: <https://www.middleeastmonitor.com/20160704-israeli-authorities-arrest-6730-palestinians-in-9-months/>



DR
Shafiq Halabi devant sa maison détruite par l'armée israélienne à Surda, en Cisjordanie. Début octobre 2015, son fils Muhammad a tué deux Israéliens dans une attaque au couteau avant d'être abattu.

Cisjordanie : record de destruction de maisons par Israël en 2016

Israël a détruit davantage de maisons de Palestiniens en Cisjordanie depuis le début de l'année que sur l'ensemble de l'année 2015, selon l'ONG israélienne B'Tselem. Sur les six premiers mois de l'année, 168 maisons palestiniennes ont été détruites en Cisjordanie, contre 125 l'année dernière. L'Etat hébreu assure que ces édifices étaient bâtis sans permis de construire. Les habitants, dont certains ont saisi la justice israélienne, dénoncent une injustice.

Sur chaque tas de graviers se dresse un drapeau palestinien. Les habitants du village de Qalandiya, situé entre Jérusalem et Rammalah, au pied du mur de séparation, ont marqué leurs maisons détruites de cette façon. Fin juillet, les bulldozers ont rasé 11 habitations de ce village de 1 100 habitants. La maison que Mohammad Hamdan faisait construire pour son fils est du lot. Il assure avoir perdu plus de 120 000 dollars (105 000 euros). « Cette histoire m'a donné des cheveux blancs, raconte-t-il. On avait tant donné pour cette

maison. Du temps et de l'argent. J'ai emprunté à la banque. Maintenant, il va me falloir plusieurs années rien que pour ramener le terrain comme avant. Mais peu importe, je reconstruirai cette maison ».

Rares permis de construire

Les villageois se sont regroupés et ont fait appel à un avocat qui tente de prouver que les destructions n'ont pas été faites en accord avec la procédure. « Cette terre m'appartient légalement, déclare Sharaif Awadallah, dont la maison a aussi été démolie, et qui estime qu'il aurait dû être averti. Cela fait plus de trois ans que j'ai commencé les travaux et personne ne m'avait jamais rien dit. J'espère que mon avocat arrivera à faire entendre notre point de vue, mais avec Israël, on sait que c'est difficile de leur prouver qu'ils ont tort ».

Il est en effet compliqué, voire impossible, d'obtenir un permis de construire délivré par Israël pour la zone C, sous administration de l'Etat hébreu, soit 60 % de la Cisjordanie. Selon l'Agence des Nations unies pour l'aide humanitaire, moins de 2 % des autorisations sont accordées aux Palestiniens.

Article repris de:

<http://www.france-palestine.org/Cisjordanie-record-de-destruction-de-maisons-par-Israel-en-2016>

RFI, Nicolas Ropert, 4 août 2016



DR

Les ONG dans le viseur de Netanyahu

par Pierre Barbancey

L'organisation Breaking the Silence, qui publie les témoignages de soldats, est attaquée pour révéler ses sources.

Breaking the Silence (« Briser le silence ») est une ONG israélienne qui recueille et publie les témoignages de soldats engagés dans la répression dans les Territoires palestiniens. Un travail qui n'est pas du goût des autorités, qui, plutôt que briser le silence, préférerait briser la parole. Depuis deux mois maintenant, Breaking the Silence est citée à comparaître dans un procès visant à obtenir qu'elle divulgue ses sources. Or elle est reconnue comme offrant une plateforme aux soldats pour dénoncer sous couvert de l'anonymat les agissements condamnables de l'armée dans les Territoires.

« *Si vous voyez quelqu'un, tirez !* » C'est l'ordre qu'ont ainsi reçu des soldats israéliens envoyés dans la bande de Gaza, durant la guerre menée à l'été 2014, selon plusieurs témoignages recueillis par Breaking the Silence. « *Les ordres étaient de tirer pour tuer, même si la personne n'était pas identifiée* », rapporte par exemple un sergent. « *Vous ne trouverez pas de civils dans les zones d'intervention. Si c'est le cas, ils sont forcément suspects* », a-t-il également été asséné aux militaires. L'un d'entre eux se souvient de deux Palestiniennes qui marchaient dans un verger lorsqu'elles ont été repérées par un drone. Elles ont été tuées. Aucune arme n'a pourtant été retrouvée sur elles. C'est également dans les documents de Breaking the Silence que l'on trouve ceci : « *Le discours était vraiment d'extrême droite, un discours raciste et nationaliste* », selon un lieutenant. (Nos supérieurs) nous ont dit :

« *si vous tuez quelqu'un à Gaza, c'est cool, ce n'est pas grave* », rapporte un sous-officier.

Le procureur estime que les témoignages anonymes favorisent la diffusion de mensonges sans permettre d'enquêter sur les méfaits éventuels. Breaking the Silence invoque en revanche la nécessité de protéger ses sources et accuse l'État d'essayer de faire taire les voix discordantes.

Pour Yehuda Shaul, cofondateur de l'ONG, « *plus aucun soldat ne parlera s'il sait qu'il risque d'aller en prison* ». Breaking the Silence et d'autres ONG comme la Paix maintenant ou B'Tselem, critiques opiniâtres de l'occupation et de la colonisation israéliennes, font face à de dures attaques de l'un des gouvernements les plus à droite de l'histoire d'Israël et d'une partie de la classe politique qui voient en elles une « *cinquième colonne* » agissant pour les ennemis d'Israël.

La semaine dernière, sous prétexte de transparence, la Knesset a approuvé une loi très controversée sur le financement des ONG, précisément sur des aides de gouvernements étrangers. Une loi qui, selon un député de l'opposition, porte « *les bourgeois du fascisme qui fleurit en Israël* ».

l'Humanité.fr - 20 Juillet, 2016

<http://www.humanite.fr/les-ong-dans-le-viseur-de-netanyahou-612223>

Voir aussi sur ce sujet l'article :

Israël. Imposer le silence sur les crimes de l'occupation par Gideon Levy

Publié par Alencontre le 15 juillet 2016

et visible sur <http://www.uifp.org/spip.php?article5056>

Imposer le silence sur les crimes de l'occupation

par Gideon Levy



DR

Ce n'est qu'à l'étranger que l'on peut mener le débat sur l'occupation

Ce n'est en effet que dans une société libre et démocratique où la population sait ce qui se passe qu'un tel débat est possible. Il ne peut donc se dérouler en Israël, pas plus qu'on ne peut discuter des Yazidis en Irak ou de l'homosexualité ou des journalistes en Russie. Israël règne sur deux sociétés qui sont l'une et l'autre incapables de débattre de l'occupation. **Il y a, d'un côté, la société juive qui vit dans le déni et la répression, qui n'est au courant de rien et ne veut rien savoir, et, de l'autre, la société palestinienne qui est au courant de tout ce qui concerne l'occupation, mais qui est privée de droits.** (NDLR : souligné par nous)

Dans ce contexte où il y a, d'un côté, une société qui détient le pouvoir mais ne reconnaît pas la situation réelle et, de l'autre, une société qui connaît cette situation mais à qui personne ne demande son opinion, il est impératif de faire sortir le débat, de faire en sorte que le monde sache à quoi ressemble l'occupation israélienne et connaisse ses crimes. C'est la seule manière d'y mettre un terme.

L'argument selon lequel ce serait là une mesure anti-démocratique est l'un des plus éhontés et des plus hypocrites qui aient jamais été expri-

Tous les Israéliens qui brisent le silence sur l'occupation et les autres crimes accomplissent leur devoir patriotique, humain et moral. C'est la raison pour laquelle le leader de Yesh Atid, Yair Lapid, les craint tellement.

més en Israël. Il ne semble plus y avoir de limites à l'hypocrisie et à l'effronterie.

Haaretz et Breaking the silence dans le collimateur

Yair Lapid, le dirigeant de *Yesh Atid*, veut régler les choses à l'intérieur, comme on le fait dans une cour hassidique de Gour [la dynastie hassidique la plus importante en Israël], comme on le faisait autrefois dans les kibboutz et comme on le fait dans les familles du crime organisé. (...) Il estime que l'édition anglaise de *Haaretz* est un partenaire dans ce crime de diffamation. Yair Lapid mène d'ailleurs une guerre sans limites contre l'édition anglaise de ce journal ; il met même en cause la nomination de la prochaine éditrice de cette édition sous prétexte que son mari fait partie de *Breaking the Silence*. Accusé de sexisme, il a modifié une petite partie de sa déclaration.

Les soldats et les vétérans de *Breaking the Silence* ont le devoir de renseigner tout le monde – et *Haaretz* a le devoir de le transmettre à tout le monde – en Israël, mais surtout ailleurs dans le monde. Les crimes de l'occupation doivent être connus partout. Les choses ne peuvent pas être « réglées entre nous », « chez nous », parce que chez nous il y a un système de lavage de cerveau et de blanchiment des crimes qui atteint de nouveaux sommets. **Maintenant on prétend non seulement qu'il n'y a pas de crime, mais en plus qu'il n'y a pas d'occupation. On ne peut pas débattre avec des gens qui sont autant coupés de la réalité, de cette réalité qui est que les crimes de l'occupation sont hor-**

ribles et ne font qu'empirer. (NDLR : souligné par nous)

Le monde devrait être informé de chaque exécution, de l'apartheid dans la distribution de l'eau, des arrestations de masse – 4 800 personnes ont été arrêtées lors de la récente vague de violence, dont 1400 enfants. Au cours de la deuxième Intifada 80'000 Palestiniens ont été emprisonnés et on a distribué 24000 ordres pour emprisonner des dizaines de milliers de personnes sans procès. **Comment pourrions-nous ne pas informer tout le monde ? Comment le dire aux Israéliens qui voient dans chaque Palestinien un terroriste et dans chaque terroriste quelqu'un qui doit mourir ? Comment ne pas dire que 60 parlementaires palestiniens ont été arrêtés dans ce pays qui soi-disant ne procède pas à des arrestations pour des raisons politiques ?** (NDLR : souligné par nous)

Un pays où les gens sont séquestrés dans leurs lits toutes les nuits, sans décision de justice et parfois sans aucune raison. Si nous ne dénonçons pas tout cela, qui sera au courant ? Et si personne n'est au courant, comment tout cela prendra-t-il fin ? (...)

Toutes ces personnes qui brisent le silence en Israël font leur devoir patriotique, humain et moral. Lapid sait que *Breaking the Silence* et *Haaretz* n'existeraient pas si ce qu'ils rapportaient n'était pas vrai. Les Lapid savent que ces informations sont vraies ; c'est pour cela qu'ils en ont tellement peur et pourquoi ils les combattent aussi féroceMENT. (...)

Article publié dans *Haaretz* le 10 juillet 2016.
Traduction A l'Encontre

Voir : <http://www.ujfp.org/spip.php?article5056>

Robert Kennedy Jr. dénonce le conflit en Syrie : une « guerre par proxys » pour un pipeline

par Taïké Eilée

Robert Kennedy Jr. (1) a publié, le 23 février 2016 dans Politics un article important pour comprendre le monde actuel. Il nous livre un éclairage dérangeant sur la situation dramatique du Moyen-Orient, l'origine de Daech et de la guerre en Syrie, le jeu américain, mais aussi des autres grandes puissances, dans la région, le tout dans une perspective historique longue de 65 ans. Il ne fait que confirmer, au fond, ce que nombre d'observateurs pensent depuis un moment, à savoir que la « guerre au terrorisme » est le paravent d'une guerre pour le pétrole, et que les groupes jihadistes sont comme des «Proxys», qui permettent une guerre par procuration entre grandes puissances.

Dans un article du 29 février 2016, Taïké Eilée analyse la position de Robert Kennedy Jr.



Robert F. Kennedy, Jr.

« **A** lors que nous nous intéressons à la montée de l'État islamique et cherchons la source de la sauvagerie qui a pris tant de vies innocentes à Paris et San Bernardino, nous devrions vouloir regarder au-delà des explications commodes en termes de religion et d'idéologie. Plutôt, nous devrions examiner les logiques plus complexes de l'histoire et du pétrole - et comment elles ramènent souvent le problème sur nos propres rivages. »

65 ans de complots pour des pipelines

Robert F. Kennedy Jr. (RFK Jr.) rappelle à bon escient les opérations clandestines de la CIA au Moyen-Orient (« complots de coups d'État » en Jordanie, en Syrie, en Iran, en Irak et en Égypte), décrites dans un rapport dont son grand-père, Joseph P. Kennedy, était signataire : le rapport «Bruce-Lovett». Il précise que ces opérations, si elles sont largement connues par la rue arabe, sont généralement ignorées par le peuple américain, qui a tendance à croire la parole de son gouvernement.

Afin précisément que les Américains puissent comprendre ce qui se trame de nos jours, il faut commencer, nous dit RFK Jr., par revenir sur « cette histoire sordide mais dont on se sou-

vient peu », qui commence durant les années 1950. A cette époque, le président Eisenhower et les frères Dulles (le directeur de la CIA Allen Dulles et le Secrétaire d'État John Foster Dulles) repoussent les propositions soviétiques de traité pour faire du Moyen-Orient une zone neutre de la Guerre froide et pour laisser les Arabes contrôler l'Arabie. Au lieu de cela, ils ont monté une guerre clandestine contre le nationalisme arabe, qu'Allen Dulles assimilait au communisme, particulièrement lorsque l'autonomie des Arabes menaçait les concessions pétrolières.

C'est ainsi qu'ils ont fourni une aide militaire secrète à des tyrans en Arabie saoudite, en Jordanie, en Irak et au Liban, favorisant des marionnettes, animées d'une idéologie conservatrice et jihadiste, qu'ils estimaient pouvoir constituer un antidote fiable au marxisme soviétique. Lors d'une rencontre à la Maison Blanche entre le directeur de la planification de la CIA, Frank Wisner, et John Foster Dulles, en septembre 1957, Eisenhower fit cette recommandation à l'Agence, selon une note enregistrée par son secrétaire, le général Andrew J. Goodpaster : « Nous devrions faire tout notre possible pour insister sur l'aspect "guerre sainte". » Comme l'écrivit RFK Jr., « la CIA a entretenu un violent jihadisme comme arme de la Guerre froide ». La CIA commença son ingérence active en Syrie en 1949. (...)

RFK Jr. passe ensuite en revue d'autres opérations clandestines de la CIA. En Iran d'abord, avec le coup d'État contre Mossadegh en 1953, après que celui-ci essaya de renégocier les termes des contrats entre son pays et l'Anglo-Iranian Oil Company. Ensuite, en Syrie, lorsqu'en 1957 la CIA tenta d'organiser un second coup d'État dans ce pays en armant des militants islamistes, à commencer par les Frères musulmans. Enfin, en Irak, où la CIA réussit à installer le parti Baas et Saddam Hussein. (...)

pipeline de 1500 kilomètres et de 10 milliards de dollars à travers l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Syrie et la Turquie. (...)

Évidemment, les Russes, qui vendent 70 % de leurs exportations de gaz en Europe, voyaient le pipeline Qatar/Turquie comme une menace existentielle. Du point de vue de Poutine, le pipeline du Qatar était un « complot de l'OTAN » pour changer le statu quo, priver la Russie de son seul point d'appui au Moyen-Orient,

La CIA, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite derrière l'insurrection jihadiste

RFK Jr. en vient alors au coeur de son propos, sur l'origine de la guerre en Syrie :

« *Des câbles secrets et des rapports des services de renseignement américains, saoudiens et israéliens indiquent qu'au moment où Assad rejeta le pipeline du Qatar, des planificateurs arrivèrent rapidement au consensus que fomenté une insurrection sunnite en Syrie pour renverser le peu coopérant Bachar el-Assad serait une voie praticable pour réaliser l'objectif partagé de l'achèvement du pipeline Qatar/Turquie. En 2009, d'après WikiLeaks, peu après que Bachar el-Assad rejeta le pipeline du Qatar, (NDLR: souligné par nous) la CIA commença à financer les groupes d'opposition en Syrie. Il est important de noter que c'était bien avant le soulèvement contre Assad engendré par le Printemps arabe.* » (...)



En bas, le pipeline du Qatar, en haut celui de l'Iran.

2009 : Assad refuse le pipeline du Qatar

Après ces rappels historiques, résumés ici, RFK Jr. en vient à la situation présente en Syrie. Il commence par mettre en scène deux visions du conflit qui s'opposent : « Tandis que la presse américaine docile répète comme un perroquet le récit selon lequel notre support militaire pour l'insurrection syrienne est purement humanitaire, de nombreux Arabes voient la crise actuelle simplement comme une nouvelle guerre de pipelines par procuration... ».

RFK Jr. considère qu'il existe une abondance de faits qui soutiennent cette manière de voir les choses. Si, de notre point de vue, notre guerre contre Bachar el-Assad débuta avec les manifestations civiles et pacifiques du Printemps arabe en 2011, pour eux, elle débuta en 2009, quand le Qatar proposa de construire un

étrangler l'économie russe et mettre un terme à l'influence russe dans le marché européen de l'énergie.

En 2009, Assad annonça qu'il refuserait de signer l'accord pour permettre au pipeline de traverser la Syrie, et ce afin de protéger les intérêts de son allié russe. Il mis une nouvelle fois en rage les monarches sunnites du Golfe en donnant son aval, en juillet 2011, à un « pipeline islamique » approuvé par la Russie, courant des champs de gaz iraniens à travers la Syrie et jusqu'aux ports du Liban. Ce pipeline aurait fait de l'Iran chiite, et non plus du Qatar sunnite, le principal fournisseur du marché de l'énergie européen, et aurait de façon spectaculaire accru l'influence de l'Iran au Moyen-Orient et dans le monde.

Israël était aussi déterminé à faire dérailler le « pipeline islamique », qui aurait enrichi l'Iran et la Syrie et probablement leurs « proxys », le Hezbollah et le Hamas.

En 2011, les États-Unis rejoignirent la France, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Royaume-Uni pour former la Coalition des amis de la Syrie, qui demanda formellement le départ d'Assad. La CIA fournit 6 millions de dollars à Barada TV, une chaîne de télévision britannique, pour produire des programmes en faveur du renversement du président syrien. Des documents du renseignement saoudien, publié par WikiLeaks, montrent qu'avant 2012, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite armaient, entraînaient et finançaient des combattants jihadistes sunnites venus de Syrie, d'Irak et d'ailleurs pour renverser le régime d'Assad. Le Qatar, qui avait le plus à gagner, investit 3 milliards de dollars pour renforcer l'insurrection et invita le Pentagone à entraîner des insurgés sur des bases américaines au Qatar. « L'idée de fomenté une guerre civile entre sunnites et chiïtes pour affaiblir les régimes syriens et iraniens, dans le but de maintenir le contrôle des produits pétrochimiques de la région, n'était pas une nouvelle notion dans le lexique du Pentagone », affirme RFK Jr.

En effet, un rapport « accablant » de la RAND Corporation, financé par le Pentagone, datant de 2008, propo-

sait « un plan précis pour ce qui était sur le point d'arriver ». Le rapport, intitulé *Unfolding the Future and the Long War* », affirme que, dans la mesure où les économies des pays industrialisés continueront dans un futur prévisible à dépendre fortement du pétrole, et que la plus grande part du pétrole est produite au Moyen-Orient, les États-Unis ont un motif pour y maintenir la stabilité. Or, il observe que l'aire géographique où se situent les réserves de pétrole prouvées coïncide avec la zone d'influence d'une grande partie du réseau jihadiste et salafiste. Ceci crée « un lien entre les provisions pétrolières et la longue guerre ». Le rapport explique ainsi que le contrôle des dépôts de pétrole et de gaz du Golfe persique restera, pour les États-Unis, une « priorité stratégique » qui « interagira fortement avec celle de la poursuite de la longue guerre ».(...)

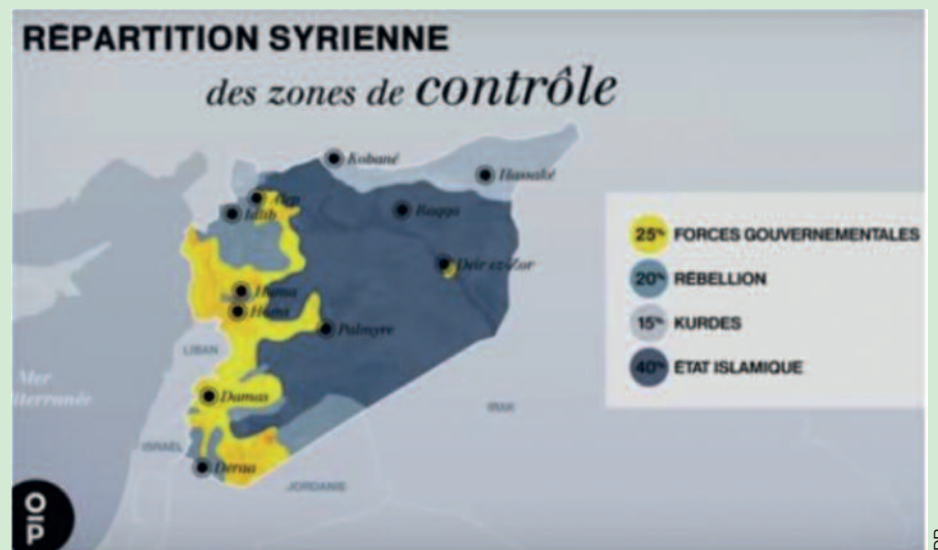
« Les États-Unis et leurs alliés locaux pourraient utiliser les jihadistes nationalistes pour lancer une campagne par procuration pour discréditer les jihadistes transnationaux aux yeux de la population locale. (...) Les dirigeants américains pourraient aussi choisir de profiter du conflit durable entre sunnites et chiïtes, en prenant le parti des régimes sunnites conservateurs contre les mouvements d'autonomisation chiïtes dans le monde musulman (...) éventuellement soutenir les gouvernements sunnites autoritaires contre un Iran continuellement hostile » (NDLR : souligné par nous).

Comme prévu, la réaction exagérée d'Assad à la crise fabriquée à l'étranger - envoyant des bombes-barils sur des bastions sunnites et tuant des civils - polarisa la fracture entre sunnites et chiïtes en Syrie et permit aux responsables politiques de vendre aux Américains l'idée que la lutte pour le pipeline était une guerre humanitaire. Le portrait fait par la presse de l'Armée syrienne libre, composée de bataillons unis de Syriens modérés était, nous dit RFK Jr., « déliant ». Les unités éparées, regroupées dans des centaines de milices indépendantes, étaient pour la plupart commandées par (ou alliées à) des militants jihadistes, qui étaient les plus engagés et les plus efficaces des combattants.

Un pipeline vaut bien un califat

En dépit de la couverture médiatique dominante, les planificateurs du renseignement américain savaient depuis le début que leurs « pipelines proxys » étaient des jihadistes radicaux qui se tailleraient probablement un tout nouveau califat islamique dans les régions sunnites de Syrie et d'Irak. Deux ans avant que les coupeurs de gorges de l'État islamique en Irak et au Levant n'apparaissent sur la scène internationale, une étude de sept pages de la *Defense Intelligence Agency* (qui fonctionne sous la juridiction du Département de la Défense), datée du 12 août 2012, obtenue par le groupe Judicial Watch, avertissait que, grâce au soutien des États-Unis et de la coalition sunnite aux jihadistes sunnites radicaux, « les salafistes, les Frères musulmans et Al Qaïda en Irak (aujourd'hui EIIL), sont les forces majeures conduisant l'insurrection en Syrie ».

Utilisant les financements des États-Unis et des États du Golfe, ces



groupes avaient fait évoluer les manifestations pacifiques contre Bachar el-Assad dans « une direction clairement sectaire » (sunnites contre chiïtes). Le rapport note que le conflit s'est transformé en une guerre civile sectaire, appuyée par « les pouvoirs religieux et politiques » sunnites. (NDLR : souligné par nous).

Il dépeint le conflit syrien comme une guerre globale pour le contrôle des ressources de la région, avec « l'Occident, les pays du Golfe et la Turquie supportant l'opposition [à Assad], tandis que la Russie, la Chine et l'Iran soutiennent le régime ».

Les auteurs du rapport du Pentagone « semblent approuver l'apparition prévisible du califat de l'État islamique », écrit RFK Jr., qui les cite : « Si la situation se démêle, il y a une possibilité d'établir une principauté salafiste déclarée ou non déclarée dans l'est de la Syrie (Hasaka et Der Zor) et c'est précisément ce que les puissances qui soutiennent l'opposition veulent dans le but d'isoler le régime syrien. » Le rapport du Pentagone avertit que cette nouvelle principauté pourrait s'étendre au-delà de la frontière irakienne, jusqu'à Mossoul et Ramadi et « déclarer un État islamique par l'entremise de son alliance avec d'autres organisations terroristes en Irak et en Syrie ».

RFK Jr. ne peut qu'aboutir au constat suivant : « Bien sûr, c'est précisément ce qui s'est produit. Non par coïncidence, les régions de Syrie occupées par l'État islamique englobent exactement la route proposée pour le pipeline du Qatar. » (NDLR : souligné par nous). (...)

Comme l'écrivait encore Salim Muwakkil dans le *Chicago Tribune* le 18 mars 2002 : « Les actes terroristes du 11-Septembre, bien que tragiques, fournirent à l'administration Bush une raison légitime d'envahir l'Afghanistan, de chasser les Talibans récalcitrants et, par coïncidence, d'ouvrir la voie pour le pipeline. » (...)

A la mi-juillet 2001, lors d'une réunion secrète tenue à Berlin, de hauts fonctionnaires américains avaient fait part de plans pour mener des actions militaires contre le régime taliban s'il refusait le pipeline. L'opération

se déroulerait, disait-on, avant les premières neiges en Afghanistan, soit à la mi-octobre au plus tard. Le 7 octobre commença effectivement la guerre. Entre temps était survenu le 11-Septembre. Le pipeline « *Turkménistan – Afghanistan – Pakistan – Inde* » a finalement commencé à être construit le 13 décembre 2015, et devrait être opérationnel d'ici 2019.

Selon Tim Clemente, qui présida au FBI le *Joint Terrorism Task Force* entre 2004 et 2008, les Américains ont refait en Syrie la même erreur que lorsqu'ils avaient entraîné les moudjahidines en Afghanistan. (...)

RFK Jr. rappelle une nouvelle fois la double lecture que l'on peut avoir des conflits au Moyen-Orient et semble se ranger derrière celle que l'on a ordinairement dans le monde arabe : « *A travers le Moyen-Orient, les dirigeants arabes accusent habituellement les États-Unis d'avoir créé l'État islamique. Pour la plupart des Américains, de telles accusations paraissent folles. Pourtant, pour beaucoup d'Arabes, les preuves de l'implication américaine sont si abondantes qu'ils concluent que notre rôle pour favoriser l'État islamique a dû être délibéré* ». (NDLR : souligné par nous). (...)

Mourir pour un pipeline, d'accord, mais de mort lente...

Tim Clemente, avec lequel RFR Jr. s'est entretenu, souligne la différence entre le conflit en Irak et celui en Syrie : dans ce dernier, des millions d'hommes en âge de combattre ont quitté le champ de bataille pour l'Europe, au lieu de défendre leurs communautés. L'explication évidente, c'est que les modérés fuient une guerre qui n'est pas la leur. Ils veulent, simplement, éviter d'être pris entre l'enclume de la tyrannie d'Assad soutenue par les Russes et le marteau jihadiste et sunnite, que les Américains ont eu en main en participant à une bataille mondiale entre pipelines concurrents.

On ne saurait, selon RFK Jr., blâmer le peuple syrien de ne pas largement embrasser un plan pour leur nation qui a été concocté à Washington ou à Moscou. Les superpuissances n'ont laissé aucune option pour un avenir désirable pour lequel les Syriens modérés auraient pu envisager de se battre. Et RFK Jr. de faire remarquer que « *personne ne veut mourir pour un pipeline* ». (...)

Mais, si nous devons avoir une politique étrangère efficace, nous devons reconnaître que le conflit syrien est une guerre pour le contrôle des ressources indiscernable de la myriade des guerres du pétrole, clandestines et non déclarées, que nous avons menées au Moyen-Orient depuis 65 ans. Et c'est seulement lorsque nous voyons ce conflit comme une guerre par procuration pour un pipeline que les événements deviennent compréhensibles. (NDLR : souligné par nous). (...)

De cet article décoiffant, émanant d'un membre du clan Kennedy, je retiendrai deux points : la notion de guerre par procuration et la faillite des grands médias. (...)

L'article de RFK Jr. montre aussi que les complots, lorsqu'ils sont réels, ne sont pas nécessairement découverts au bout de « *deux jours* », contrairement à ce que prétendait un peu nonchalamment Umberto Eco en mars 2011. Il a fallu par exemple attendre 60 ans pour que la CIA reconnaisse avoir orchestré le coup d'État, en 1953 en Iran contre Mossadegh. Et certains d'entre nous ne découvrent que maintenant le complot du Qatar et du Pentagone pour fomenter, il y a quelques années de cela, une guerre civile entre sunnites et chiites en Syrie. Une telle découverte était hautement improbable, s'il avait fallu compter sur les seuls grands médias. (...)

On dit ainsi aux Américains que le mieux est de combattre le gouvernement de Bachar el-Assad et ses alliés russes et iraniens, et qu'il convient de souhaiter qu'une coalition vertueuse rassemblant Américains, Turcs, Saoudiens, Kurdes et l'« *opposition modérée* » l'emportera. Aussi absurde que cela soit de le croire, (je) refuse de blâmer le peuple américain, car il ne dispose de « *presque aucune vraie information sur les combattants, leurs buts, ou leur tactique* ».

La responsabilité incombe aux médias

« On se rappellera de la couverture de la guerre en Syrie comme l'un des épisodes les plus honteux de l'histoire de la presse américaine. Et les récits sur les carnages

dans l'ancienne cité d'Alep en sont l'illustration la plus récente. » (NDLR : souligné par nous). (...)

Au dernier débat dans le Milwaukee, Hillary Clinton a prétendu que les efforts de paix de l'ONU en Syrie étaient basés sur « *un accord que j'ai négocié en Juin 2012 à Genève* ». **C'est l'exact contraire qui est vrai.** (NDLR : souligné par nous). En 2012, la Secrétaire d'État Clinton s'est jointe à la Turquie, à l'Arabie Saoudite et à Israël dans un effort couronné de succès, pour tuer le plan de paix de Kofi Annan car il ménageait l'Iran et aurait conservé Assad au pouvoir au moins temporairement. **Pas un journaliste sur cette scène du Milwaukee n'en savait assez sur le sujet pour corriger cela.** (...)

On dit que les Américains sont ignorants du monde qui les entoure. Nous le sommes effectivement, de même que les peuples des autres pays. Si les Boliviens, ou les habitants du Bhoutan ne comprennent pas ce qui se passe en Syrie, après tout, cela n'a aucun effet réel sur les événements. Notre ignorance, en revanche, est bien plus dangereuse, car nous (les Américains – NdT) avons une influence sur ce qui se passe. Les États-Unis ont le pouvoir de décréter la mort de nations entières. Et ils peuvent le faire avec l'appui du consensus populaire, car **la plupart des Américains – et parmi eux, les journalistes – se contentent de l'histoire qui leur est servie sur un plateau par les autorités.**

En Syrie, la « *version officielle* » dit : « *Il faut combattre Bachar el-Assad, la Russie et l'Iran ! Unissons-nous avec nos amis turcs, saoudiens, kurdes pour avancer vers la paix !* ». *Tout ceci est incroyablement éloigné de la réalité. Et il est très probable que cela a au contraire pour effet de prolonger la guerre et de condamner de nombreux Syriens à la souffrance et à la mort.* »

**29 février 2016 – Extraits de AGORA
VOX Le media citoyen**

(1) Robert Francis Kennedy Jr., fils de Bob Kennedy, neveu de John F. Kennedy et de Ted Kennedy, avocat spécialisé dans le droit de l'environnement et président de Waterkeeper Alliance.

Ce texte ne représente pas nécessairement la position du CVPRPO, mais elle nous a paru intéressante tant pour l'argumentation développée que pour la personnalité de l'auteur. Et l'originalité des arguments soutenus par rapport aux thèses souvent défendues en occident.



La campagne BDS en France et dans le monde

La campagne "**Boycott, Désinvestissement Sanctions**" trouve son origine dans l'appel lancé, le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par 172 partis, organisations et syndicats, représentant la société civile palestinienne, en vue d'imposer de larges boycotts à Israël, et des retraits d'investissement. Elle a essentiellement pour but de faire respecter par Israël le droit international, superbement ignoré par l'Etat hébreu depuis sa proclamation par David Ben Gourion, le 14 mai 1948.

Cet appel énonce les trois exigences indissociables du peuple palestinien :

- 1/ *Fin de l'occupation de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Bande de Gaza) et de la colonisation de toutes les terres.*
- 2/ *Egalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens d'Israël, dont la nationalité.*
- 3/ *Droit des réfugiés au retour et à l'indemnisation, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU, du 11 décembre 1948.*

La Cour administrative d'appel de Versailles reconnaît à la commune la possibilité de nommer Marwan Barghouti citoyen d'honneur de la ville

En septembre 2015, la Ville d'Aubervilliers a fait appel du jugement rendu par la tribunal administratif de Montreuil qui annulait sa délibération nommant le député palestinien Marwan Barghouti citoyen d'honneur de la ville. Dans son jugement du 7 juillet 2015, le Tribunal considérait notamment que la délibération « *n'est pas justifiée par un intérêt public local mais porte sur une affaire relevant de la politique étrangère de la France* ».

Le 19 juillet 2016, la cour administrative d'appel de Versailles a rendu son arrêt. Si celle-ci maintient l'annulation de la délibération au motif qu'elle « *relève de la politique étrangère de la France et son intervention dans un conflit de portée internationale* », la cour se positionne cependant différemment sur la notion "d'absence d'intérêt local". En effet, le seul fait d'attribuer « *la qualité de citoyen d'honneur par un conseil municipal a, par elle-même,*

le caractère d'un hommage public dont la nature la fait entrer par principe dans la catégorie des affaires de la commune ».

Parce qu'Aubervilliers maintient sa volonté de rendre un hommage public à Marwan Barghouti, au même titre que plusieurs autres communes françaises, la municipalité présentera une nouvelle délibération au conseil municipal, conforme à l'arrêt qui vient d'être rendu par la juridiction d'appel.

Source, AFPS: <http://www.france-palestine.org/La-Cour-administrative-d-appel-de-Versailles-reconnait-a-la-commune-la-mercredi-27-juillet-2016>

Israël crée une commission pour repérer et expulser

Israël a annoncé le 8 août 2016 la création d'un nouveau groupe de travail qui aura pour mission de repérer et finalement d'expulser les individus qui sou-

tiennent le boycott du pays en raison de son occupation continue des territoires palestiniens. Le ministre des Affaires stratégiques Gilan Erdan a annoncé la nouvelle initiative en compagnie du ministre de l'Intérieur Arie Dery.



Erdan a dit que des renseignements seraient collectés sur les militants soupçonnés de soutenir le mouvement BDS, en vue d'expulser et de refuser une future entrée en **Israël** à quiconque est un militant confirmé du boycott. "[Le groupe de travail] est une démarche nécessaire au vu des intentions malveillantes des activistes de la délégitimation qui s'acharnent à répandre des mensonges et à tordre la vérité sur la réalité dans notre région," a dit Erdan. "Nous avons la responsabilité de faire tout ce qui est en notre possible pour écraser tout boycott et pour affirmer clairement que nous ne permettrons pas qu'on nuise à l'Etat d'**Israël**."

La déclaration continue en disant que des organismes qui soutiennent le boycott rassemble des informations pour "délégitimer" Israël.

L'appel à délation concocté par la "seule démocratie au Proche-Orient" : Boycotter Israël doit avoir un prix ! Si vous avez des informations sur qui-conque prétend faire du tourisme et est en réalité un militant BDS séjournant en Israël - dites-le nous et nous agirons pour qu'il quitte le pays [pour

l'expulser]". Le quotidien israélien Ha'aretz a cité une source gouvernementale anonyme qui a dit que de nombreux militants ont déjà été identifiés par le gouvernement, et qu'ils sont entrés en Israël déguisés en touristes.

La nouvelle commission établira des critères selon lesquels un activiste sera signalé pour l'expulsion et interdit d'entrer dans le futur, a dit la déclaration du gouvernement.

Sima Vaknin-Gil, chef du minis-

tère des Affaires stratégiques, a déclaré dimanche que Tel Aviv est considéré comme un Etat "paria" à travers le monde en raison de l'activisme contre son occupation vieille de 50 ans des territoires palestiniens. "Notre objectif est que d'ici 2025, le droit d'exister d'Israël ne sera plus remis en question." a-t-elle dit.

Source : Middle East Eye
Traduction : MR pour ISM
Voir <http://www.ism-france.org/analyses/Israel-creee-une-commission-pour-reperer-et-expulser-les-militants-BDS-article-20066>

L'Eglise Luthérienne Evangélique en Amérique (ELEA) et le BDS

Des investissements sous condition

Enorme nouvelle ! L'Eglise Luthérienne Evangélique en Amérique (ELEA) a voté à une majorité écrasante (estimée à 90%) la création de critères d'investissement permettant d'identifier et de retirer les investissements de l'Eglise dans des sociétés qui tirent profit des violations par Israël des droits des Palestiniens, et d'autres violations des droits de l'homme dans le monde. Les nouveaux critères sont d'une large portée, assurant que l'Eglise éviterait de faire des investissements dans des sociétés qui se rendent actuellement complices de violations des droits de l'homme, faisant partie de l'occupation israélienne, aussi bien que dans toute société qui à l'avenir en deviendra complice.

Déjà, l'ELEA a voté à une large majorité de 82% - 751 à 162 - la demande de mettre fin à l'aide inconditionnelle des USA à Israël. (NDLR : Souligné par nous)

L'ELEA constitue la neuvième confession à s'engager dans des actions économiques de conscience pour soutenir le droit des Palestiniens à la justice, à la suite des Quakers, du Comité Central Mennonite, de l'Union des Méthodistes, des Presbytériens, de l'Eglise Unie du Christ, des Unitariens Universalistes,

de la Conférence Catholique des Supérieurs Majeurs d'ordres masculins, de l'Alliance des Baptistes - la plupart d'entre elles pendant la seule année 2016 !



Les analogies entre la situation des Palestiniens et les indiens d'Amérique

La membre votant, Darla Thiele, Dakota du nom de « Femme Etoile Rayonnante », a déclaré ceci avant le vote : « En tant que femme autochtone, la situation en Palestine me rappelle ce que mon peuple a traversé ici en Amérique. J'ai vu mon peuple perdre sa terre, ses vies, sa culture people - ses chants, ses danses, ses voies de spiritualité. Comme les Palestiniens, nous n'avons pas de justice. Les traités n'ont pas été respectés... Nous parlons de l'amour du prochain. Nous parlons de la justice. Mais où est la justice ?... C'est le moment pour l'église d'arrêter de tirer profit de ces injustices. C'est le moment d'apporter la guérison, d'apporter la paix, d'apporter la justice ».

La Campagne aux USA a été fière de travailler, sur le terrain en soutien à cet effort essentiel, avec Isaïe 58 et avec les alliés des groupes membres du Réseau de Mission Israël-

Palestine de l'Eglise Presbytérienne (USA), du Secours Quaker Américain, des Amis de Sabeel - Amérique du Nord, du Comité de Solidarité avec les Palestiniens de la Nouvelle Orléans, de la Voix Juive pour la Paix.

<http://www.france-palestine.org/9eme-confession-chretienne-a-agir-economiquement-pour-la-justice-en-Palestine> - mardi 16 août 2016

CVPR-PO : Association 1901, fondée par Béréa Adli-Bloch
Président d'Honneur
Professeur Jacques Milliez
Président : **Me Maurice Buttin**
Vice présidents :
Francis Blanchet,
Raymond Du Moulin,
Pierre Lafrance
Secrétaire générale : **Hasna Abid**
Trésorier : **Henri Marchal**
Directeur de la publication :
Maurice Buttin
Rédacteur en chef :
Francis Blanchet

Secrétariat :
54, rue des Entrepreneurs,
75015 PARIS
CCP 41 675 48 J La Source.
Courriel :
maurice.buttin@orange.fr

Déclaration du bureau international de la Fédération Internationale des Droits de l'homme

La FIDH a tenu à formellement reconnaître et réaffirmer le droit des personnes à participer pacifiquement et à appeler à des mesures de BDS pour protester contre les politiques d'occupation et de discrimination du gouvernement israélien et elle demande instamment aux états de respecter et de défendre les droits connexes de liberté d'expression, d'opinion, d'association et d'assemblée. (...)

En réponse à ces mises en cause de la légitimité du mouvement, le rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la liberté d'opinion et d'expression, lorsqu'il s'est rendu en Israël, après les avoir analysés, a considéré que les boycotts étaient des actions « *pacifiques, légitimes et acceptées sur la scène internationale* » et que ces actions étaient protégées par la liberté d'expression. En tant que telles, des manifestations d'opinion critiquant le gouvernement d'Israël pour ses manquements ne relèvent pas des exceptions, limitées, à la liberté d'expression reconnues par le dix neuvième article du pacte international relatif aux droits civils et politiques. Une telle acceptation internationale de boycotts est démontrée et confortée par l'existence de boycotts tout au long de l'histoire, dans le but de manifester une opposition politique ou pour promouvoir des changements politiques. (...)

Dans ces conditions, des personnes doivent avoir le droit de participer pacifiquement et d'appeler à des mesures de BDS pour protester contre de telles politiques. Ces droits sont tout aussi légitimes, légaux et valides que dans le cas

des exemples historiques de boycotts. (NDLR : *souligné par nous*). Il convient donc de mettre en garde contre des efforts ou des initiatives visant à restreindre les droits à la liberté d'expression, d'opinion, d'association et d'assemblée, notamment en criminalisant l'exercice de ces droits pour des raisons discriminatoires, portant notamment sur des opinions, politiques ou autres. (...)

Les sanctions économiques sont également conformes à l'esprit et aux objectifs de la charte de l'ONU et ont été appliquées dans de nombreuses situations, notamment par le conseil de sécurité de l'ONU.

Une telle pratique est admise en droit international des droits humains, à condition que les sanc-



tions exercent une pression politique et économique sur l'élite dirigeante du pays visé pour l'amener à se conformer au droit international', en ayant conscience de 'leurs effets indirects, à savoir les souffrances infligées aux groupes les plus vulnérables de ce pays et le cas échéant en prenant des mesures pour les atténuer, comme reconnu par le comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU. (...)

En 2011, Israël a adopté une loi faisant de tout appel à boycott à l'encontre d'Israël un délit. En réponse, le rapporteur spécial de l'ONU sur les défenseurs des droits humains, le rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association et le rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ont adressé une lettre d'allégation conjointe déclarant que la loi israélienne « *viole le droit à la liberté d'opinion et d'expression et crée de nouvelles incitations à l'auto censure, y compris sur internet, pour éviter des poursuites* ». (...)

Alors que des lois semblables sont proposées ou adoptées de par le monde, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) internationales de défense des droits humains doivent continuer à attirer l'attention sur les incohérences dans la politique des états à l'égard des pratiques discriminatoires et de l'occupation par Israël du territoire palestinien et sans équivoque défendre le droit des personnes, des organisations de la société civile et des entreprises de soutenir pacifiquement les mesures de BDS. Elles doivent en outre rappeler l'obligation des états, des entreprises et des autres organes de la société de s'abstenir de soutenir

l'occupation des territoires palestiniens occupés, ainsi que les pratiques discriminatoires mises en œuvre, et de s'y opposer.

Extraits. Pour la déclaration complète, voir <http://www.pourlapalestine.be/17177-2/> 20 juillet 2016

Le nouveau Secrétaire général de la FIDH, Shawan Jabarin



Il a été élu lors du 39^e Congrès international de la Fédération, qui s'est tenu, en août, à Johannesburg (Afrique du Sud). Quatre cents représentants de 178 organisations membres de la FIDH, représentant 120 pays du monde entier ont participé au Congrès, avec en plus d'autres participants parmi lesquels des militants et des défenseurs des droits de l'homme.

Plusieurs sujets ont été mis en discussion pendant le Congrès, relatifs au droit international des droits de l'homme, au droit humanitaire international et au droit criminel international. Il y a une attention particulière portée sur les questions des entreprises et des droits de l'homme, du terrorisme, et de la reddition de comptes en cas de violations des droits de l'homme, en plus d'autres sujets divers.

Le 22 août, le Congrès a tenu les élections de sa direction, au cours desquelles Shawan Jabarin, Directeur Général de Al-Haq (=Le Droit), qui défend les droits de l'Homme et le droit humanitaire en Palestine et à l'international depuis 1979, et qui est l'une des ONG palestiniennes partenaires de la Plateforme Palestine a été élu Secrétaire Général de la FIDH. M. Jabarin avait été précédemment élu Vice-Président de la FIDH, occupant cette fonction pendant une période de trois ans.

Outre une reconnaissance affirmée pour l'engagement constant de Shawan Jabarin et de Al-Haq pour la défense des droits des Palestiniens, cette élection rappelle avec force que c'est le droit et la justice qui doivent prévaloir pour trouver une solution politique à la question de l'occupation de la Palestine, et que la FIDH y est pleinement engagée.

Toutes les félicitations du CVPR-PO à Shawan et Al-Haq, ainsi qu'à la FIDH.

Offensive idéologique de la droite religieuse en Israël

par Piotr Smolar

Naftali Bennett à Jérusalem le 4 mars 2013 | Reuters

Il avait déclaré : "J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie. Et il n'y a aucun problème avec ça"



Ministre de l'éducation, Naftali Bennett veut combattre la domination culturelle et académique de la gauche

Ancien commandant dans les Forces spéciales israéliennes, devenu entrepreneur avant d'entrer en politique, Naftali Bennett ne rêve que d'un poste : celui de Premier ministre. Le portefeuille de l'éducation, dont il a hérité après les élections de mars 2015, n'était pas ce qu'il espérait ce faucon. Mais le leader du parti national religieux Foyer juif a vite compris quels bénéfices il pouvait en tirer. C'est là que s'organise la bataille idéologique pour former les nouvelles générations ; là que se mène la lutte contre les élites traditionnelles, de gauche, encore dominantes dans les cercles culturels et académiques. (...)

Les avis sur son action sont partagés

Certains doutent de son investissement dans les dossiers, d'autres s'alarment de l'envergure de son offensive idéologique, même si elle se manifeste surtout dans des affaires symboliques - comme le retrait du programme littéraire au lycée d'une histoire d'amour entre une Israélienne et un Palestinien. « Je n'ai pas été consulté, je l'ai appris après », assure M. Bennett. (...)

L'une des décisions très commentées a été le départ du ministère, en février, du directeur scientifique Ami Wilensky. Il avait élaboré, avec l'armée, un indicateur inédit pour mesurer le racisme chez les jeunes. Il en avait eu l'idée après l'assassinat d'un adolescent palestinien brûlé vif par des extrémistes juifs en juillet 2014. " Le système éducatif ne parlait pas ouver-

tement du racisme, déclare le professeur. Se regarder dans le miroir et voir un reflet hideux de la société est difficile. Personne ne m'a dit que j'étais renvoyé pour cette raison, mais je laisse l'interprétation aux gens intelligents. " M. Bennett rejette cette lecture et vante le lancement d'un nouvel indicateur sur l'école de vingt-cinq mesures, dont le niveau de tolérance.

Dieu pour tous

Le ministre de l'éducation et de la diaspora insiste sur son engagement en faveur d'une meilleure intégration des populations défavorisées. Mais derrière ce pragmatisme revendiqué se dessine aussi une approche plus clivante, visant à promouvoir le sionisme et le judaïsme. " Il y a eu une élite ashkénaze masculine, plutôt laïque, penchant à gauche, qui a été centrale dans la fondation de notre pays, souligne-t-il. Mais Israël est aujourd'hui bien plus divers. La première génération de cette élite, celle de Ben Gourion, était profondément marquée par la Bible et nos racines. Mais en cinquante ans, la deuxième et la troisième génération se sont éloignées de cet héritage juif. Il est devenu le monopole des ultraorthodoxes. Je veux casser ce monopole. " Son credo : Dieu pour tous.

La fin des monopoles est une démarche qui s'inscrit aussi dans les tensions entre ashkénazes (les juifs d'Europe) et séfarades (ceux de la péninsule Ibérique, du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient). Voilà pourquoi M. Bennett a applaudi la publication, début juillet, d'un rapport rédigé par le poète Erez Biton visant à promouvoir, dans tous les domaines, la culture séfarade longtemps méprisée. " Au lieu de raconter la moitié de l'histoire, on veut ajouter l'autre, déclare M. Bennett. On veut

enseigner ce qui est arrivé aux juifs au Yémen, en Perse, au Maroc ou en Espagne. " (...)

La publication d'un manuel civique pour les lycéens, dont l'élaboration a duré quatre ans et mobilisé de nombreux experts, a constitué l'une des controverses les plus intenses depuis l'arrivée de M. Bennett. (...) Malgré ces corrections, le résultat final a été perçu comme une volonté de la droite de promouvoir une vision excluante et ethnique d'Israël, ainsi qu'une interprétation étroitement religieuse du judaïsme. "Je veux que chaque enfant juif connaisse notre héritage et aime la Bible, dit M. Bennett, qu'il connaisse le premier et le second Temple, la diaspora et l'Holocauste. Bien sûr,

on adapte le programme d'histoire et de littérature dans le secteur arabe."

Le tabou de la " Nakba "

Chroniqueuse au quotidien de gauche Maariv, Revital Amiran est l'un des trois auteurs qui ont refusé de signer les chapitres dont elle avait eu la charge. "Beaucoup de passages sont consacrés à raconter l'histoire du peuple juif depuis la nuit des temps, afin de justifier les droits des juifs sur la Terre, déplore-t-elle. Il y a une volonté de nier les droits des Palestiniens, de sous-entendre qu'ils n'ont pas d'identité nationale." Preuve en est, selon Mme Amiran, l'absence totale du mot même de "Nakba", la "grande catastrophe",

soit l'expulsion de centaines de milliers d'Arabes au moment de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Le prédécesseur de M. Bennett, Shai Piron, avait défendu l'idée d'un enseignement généralisé de la Nakba à tous les élèves. Il n'en est plus question. "Injecter du contenu anti-israélien dans le cursus serait autodestructeur et immoral, estime M. Bennett. Ce terme relève d'un récit erroné selon lequel les juifs sont arrivés dans un pays qui n'était pas le leur et en ont prétendument expulsé de force les habitants. En réalité, l'Etat juif est ici depuis environ 3 800 ans."

Article complet dans *Le Monde.fr* 8 août 2016 sur: <http://cjpgp5.over-blog.com/2016/08/le-monde-fr-offensive-ideologie-de-la-droite-religieuse-en-israel-par-piotr-smolar.html>

Flotille de la liberté

Par Claude Leostic ⁽¹⁾



Corse, d'où ils devaient repartir le 19 pour la Sicile et quelques jours plus tard vers Gaza. A bord de chaque bateau une quinzaine de femmes, capitaines, équipages et passagères.

Leur objectif est de mettre en évidence, dénoncer et briser le blocus de Gaza et apporter la solidarité internationale aux Palestiniennes et Palestiniens de Gaza.

Les autorités d'occupation sont déjà sur les dents, la vigilance s'impose évidemment et TOUS les relais

médiatiques sont bons à prendre, régionalement ou localement en plus des médias nationaux.

Il n'y a plus de campagne française mais nous nous sommes engagés à soutenir politiquement et médiatiquement cette action qui est dans le droit fil des autres Flotilles. Claude Leostic est en contact constant avec les organisatrices-tuteurs comme les années précédentes.

(1) Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, membre du Conseil national de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS). <https://wbg.freedomflotilla.org/>

C'est parti, les bateaux, l'Amal et la Zeitouna à Barcelone jusqu'au 15 septembre, ont vogué vers la

Sur l'antisémitisme en France

par Uri Avneri (Extraits)

Pour moi la France est le pays de la liberté. Alors que j'avais à peine 10 ans, j'ai fui avec ma famille de l'Allemagne nazie vers la France, sur notre voie pour la Palestine. Nous avons peur d'être arrêtés à la frontière. Quand notre train traversa le Rhin, laissant l'Allemagne derrière nous pour entrer en France, je respirai profondément.

Je m'en suis souvenu encore cette semaine en voyant un "rapport d'enquête" largement cité à la télévision israélienne sur "l'antisémitisme en France". C'était un tas de propagande absurde. Un énorme effort de propagande est investi dans cette campagne. L'objectif est d'inciter les juifs français à venir en Israël, à "faire leur alya" (une affreuse déformation de l'hébreu).

Les juifs en France, selon le "rapport d'enquête", sont confrontés à un terrible danger. Ils peuvent s'attendre à un nouvel Holocauste à tout moment. Ils sont attaqués dans les rues. Ils ont peur de porter la kippa en public. Pour la sécurité de leurs enfants il leur faut venir en Israël. En toute hâte. Dès maintenant !

Quand j'ai commencé à examiner le récit de la TV de plus près, j'ai

remarqué une particularité : presque tous les hommes juifs interviewés portaient une kippa. Bizarre. Je n'ai presque jamais rencontré de juifs français portant la kippa. Puis je remarquai une autre particularité : il m'apparut que tous les juifs interviewés semblaient nord-africains. En particulier algériens.

Par ailleurs, tous les incidents violents signalés étaient causés par des musulmans. Ils ne se produisaient pas sur les Champs Élysées, mais dans les banlieues, où des musulmans nord-africains pauvres vivent entassés avec des juifs nord-africains pauvres. Pourquoi ces incidents se produisent-ils ? Pourquoi là ? Et qu'ont-ils à voir avec un antisémitisme français ?

Quand j'entends parler d'"antisémitisme français", je vois en imagination la longue tradition d'aversion de la France chrétienne pour les juifs. Depuis l'Holocauste c'est devenu un

phénomène marginal. Entre les Musulmans et les Juifs l'animosité qui s'exprime actuellement dans les banlieues de Paris est quelque chose d'entièrement différent et qui n'a rien à voir avec l'antisémitisme. Il se trouve que ce sont les uns et les autres des sémites.

Cette animosité a commencé en Algérie il y a bien longtemps. Les Français avaient conquis le pays et s'y étaient installés en grand nombre. Puis

tion militaire clandestine, l'OAS, pour terroriser les musulmans. Les juifs locaux s'y engagèrent. À la fin, Charles de Gaulle fixa une date pour le retrait de l'armée française, plus d'un million de colons français partirent presque du jour au lendemain pour la France, et avec eux pratiquement tous les juifs.

Les juifs algériens ne vinrent pas en Israël. Ils étaient trop bien intégrés dans la culture française. Ce qui se

passait actuellement est la poursuite de ce conflit algérien sur le sol français. La haine qui avait régné jadis dans les rues d'Alger et d'Oran s'exprime aujourd'hui dans les rues de Paris et de Marseille.

Tragique ? Vraiment. Attristant ? Certainement. De l'antisémitisme - pas du tout. Cela

que les incidents contre des musulmans dépassent largement les incidents contre des juifs. (...)

Selon l'idéologie sioniste, l'État d'Israël existe pour servir de refuge aux juifs persécutés. Partout où les juifs sont en danger dans le monde, nous les sauvons en les faisant venir ici. (Peu importe le fait qu'Israël soit peut-être l'endroit le moins sûr au monde pour les juifs.)

Lorsque l'antisémitisme est trop faible pour faire le boulot, il nous faut lui venir en aide, comme nous l'avons fait en Irak en 1952, lorsque nous déposâmes des bombes dans des synagogues pour encourager les Juifs à partir et à venir ici. Il semblerait qu'en ce moment précisément on soit en manque d'antisémitisme. Les juifs russes ne viennent plus, ni les juifs américains. Alors il faut que la France comble le manque. (...)

Une fois que les nouveaux immigrants sont ici, beaucoup de sionistes fervents semblent ne plus s'intéresser à eux. Pratiquement tous les immigrants venus de pays musulmans depuis la naissance de l'État, eux et leurs descendants, se plaignent aujourd'hui d'avoir été l'objet de discrimination.

On estime de façon officieuse qu'environ 30% des nouveaux immigrants "français" vont finalement retourner en France. On semble admettre que c'est normal. Mais si 70% restent chez nous, c'est un gain net. Bienvenue, mes amis !

<http://www.france-palestine.org/Welcome-Bienvenue-forum-23juillet-2016>



Manifestation en Israël en présence d'Ury Avnery (à droite sur la photo)

ils firent quelque chose de plutôt avisé : ils accordèrent la citoyenneté française aux juifs locaux, mais pas aux musulmans qui représentaient l'immense majorité. Comme disaient les anciens Romains : « *Diviser pour régner* ».

Quand la guerre algérienne d'indépendance éclata (en 1954), les juifs, fiers de leur citoyenneté française, prirent le parti de l'opresseur contre l'opprimé. Bien plus. Lorsque l'armée française montra des signes de sa volonté de partir, les colons créèrent une organisa-

n'a rien à voir avec cette vieille plaie européenne.

Pour obtenir une image réaliste on doit comparer le nombre d'actes de violence musulmans contre des juifs en France au nombre des actes de violence français chrétiens contre des musulmans. Je n'ai vu aucune statistique de ce genre, probablement parce que la France tient à ce qu'il n'y ait aucune différence entre Français de toutes couleurs, croyances et races. Cependant, je parierais sans hésiter

Arabie saoudite - Israël : le tandem inattendu

par Aymeric Janier

Sur le papier, difficile de faire plus antinomique : d'un côté, l'Arabie saoudite, « phare » de l'islam sunnite ; de l'autre, Israël, « temple » du judaïsme. Et pourtant... Fin juillet, un ancien général saoudien, Anwar Eshki, s'est rendu dans l'Etat hébreu, accompagné d'une délégation d'universitaires et d'hommes d'affaires, pour y rencontrer des responsables gouvernementaux et des parlementaires de la Knesset.

Cette visite officieuse, dont les médias ne se sont fait l'écho que plus tard apparaît d'autant plus surprenante que les deux pays, tous deux alliés des Etats-Unis, n'entretiennent pas de relations diplomatiques. Pour le député Esawi Freige, du parti de gauche Meretz, il est toutefois clair que « *les Saoudiens veulent s'ouvrir à Israël (...)* et poursuivre ce que le président égyptien Anouar Al-Sadate a commencé », à savoir le traité de paix israélo-égyptien signé en mars 1979.

A l'occasion de son déplacement, qui lui a permis de s'entretenir avec Dore Gold, le directeur général du ministère des affaires étrangères, et le

général Yoav Mordechai, chargé de la coordination gouvernementale dans les Territoires occupés, Anwar Eshki a encouragé la reprise du dialogue israélo-palestinien et la relance de l'initiative de paix arabe.

Cette initiative, dévoilée en mars 2002 lors d'un sommet à Beyrouth, prévoit la normalisation des relations entre Israël et l'ensemble des 22 pays arabes en échange de la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 (avant la guerre des Six Jours), du retrait israélien du Golan syrien occupé et du règlement de la question des réfugiés palestiniens. Press TV

Pour le général à la retraite, la solution à deux Etats, si elle était mise œuvre de manière effective, ôterait à l'Iran - ennemi commun de Riyad et de Tel-Aviv - toute « excuse » pour le soutien qu'il apporte aux

groupes terroristes de la région, à savoir le Hamas et le Jihad islamique palestinien, ainsi que le Hezbollah libanais (lequel dénonce un « coup de Jarnac » saoudien). Des membres de l'opposition israélienne pourraient bientôt faire le voyage en Arabie

saoudite, ce qui serait une première, rapporte de son côté.

En mai, déjà, le site américain CounterPunch lançait cette mise en garde : « Israël doit faire la paix avec les Palestiniens et l'Arabie saoudite, composer avec l'Iran. Sinon, la col-

lusion (entre Riyad et Tel-Aviv) se muera en étreinte fatale qui ne pourra qu'aggraver le déchirement de la région. »

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/07/26/arabie-saoudite-israel-le-tandem-inattendu_4974616_3218.html

Palestine, l'héritage « oublié » de Michel Rocard

par Bernard Ravenel (1)

La mort de Michel Rocard a provoqué une avalanche d'articles consacrés à l'itinéraire et à la personnalité de cet homme politique hors pair. Tous les aspects, toutes les dimensions de sa longue et riche vie politique ont été évoqués. Tous, sauf au moins deux : deux tabous de l'establishment politique français, à gauche comme à droite, et sur lesquels Rocard a toujours marqué sa différence : la Palestine et le désarmement nucléaire.

Sa position sur la Palestine

Je n'évoquerai ici que la Palestine, même si le nucléaire (israélien) n'est pas loin... Le positionnement clair et permanent de l'ancien secrétaire national du PSU sur la question palestinienne n'est pas le produit d'un emballement subit consécutif à un événement grave comme le fut la guerre des Six jours en juin 1967, il s'intègre dans la prise de conscience de la jeunesse française des années 1950-1960 lorsque celle-ci est directement impliquée dans la guerre d'Algérie.

Déjà sensibilisé au lycée par l'enseignement du grand historien socialiste de l'Afrique du Nord et infatigable artisan de la décolonisation, Charles-André Julien, Rocard rejoint les Etudiants socialistes à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po). Bientôt responsable national des ES il milite à l'Unef alors dominée par la droite et l'extrême droite de J.M. Le Pen, avant de changer de majorité en 1956.

Reçu à l'ENA il est envoyé en Algérie où comme administrateur il découvre l'existence clandestine de camps de regroupement de centaines de milliers d'Algériens déplacés de force de leurs villages bombardés ensuite au napalm... Il réussit à faire un rapport détaillé et accablant qu'il parvient à faire parvenir au cabinet d'Edmond Michelet, alors ministre de la justice. Par une fuite très opportune le rapport est intégralement publié dans

Le Monde et dans *France Observateur* provoquant un grand scandale. En même temps Rocard quitte la SFIO de Guy Mollet et rejoint le PSA (Parti socialiste autonome) qui deviendra plus tard le PSU où il retrouve Charles-André Julien devenu la conscience de toute une génération. (...)

Militant du PSU dès 1960 il milite activement au bureau fédéral de Paris contre la « sale » guerre d'Algérie. De 1962 à 1966, Rocard est surtout impliqué dans la réflexion sur la politique économique et monétaire à opposer au gaullisme dominant ; ce sera le contre-plan.

Du congrès de 1967 du PSU au ralliement au PS en 1974

En 1967, en plein congrès, éclate la guerre des Six jours. Michel Rocard, qui s'apprête à devenir secrétaire national du PSU, va se trouver au milieu d'un débat non préparé et passionné sur la question palestinienne. (...). Finalement après un très long débat une résolution unanime, produit d'une difficile synthèse entre les deux tendances, est votée. La ligne du PSU peut alors être caractérisée en trois points. La paix doit reposer :

- 1) « sur la reconnaissance simultanée des droits et des aspirations nationales du peuple israélien et du peuple arabe de Palestine » ;
- 2) « sur l'indépendance des Etats du Moyen-Orient » ;



En visite privée en Israël et dans les Territoires palestiniens, Michel Rocard s'apprête à tenir une conférence de presse avec Yasser Arafat à Gaza, le 17 août 1998. © FAYEZ NURELDINE/AFP

3) « sur le développement des forces socialistes et l'éviction des intérêts impérialistes étrangers dans ces Etats ». (...)

En décembre 1967, le PSU de Rocard appelle à la formation d'un « Etat indépendant » pour les Palestiniens et estime que la création de l'Etat d'Israël est « un fait politique irréversible ». (...)

Lorsque Rocard passe au PS à la fin de 1974 pour rejoindre Mitterrand, pour des raisons de politique intérieure, la question palestinienne n'est pas abordée. C'est alors qu'en Israël et qu'à l'intérieur du PS va se déclencher une violente campagne contre les positions de Rocard sur la question palestinienne. (...)

Fidèle à sa position jusqu'au bout

Quelques mois avant sa mort, Michel, très pessimiste sur l'avenir du monde, avait, parmi les crimes commis par la dite communauté internationale, cité « l'acquiescement tacite de la communauté internationale à l'assassinat de la nation palestinienne ». (NDLR : souligné par nous). Et puis, je ne peux, pour conclure, m'empêcher de rapporter ce qu'il me répondit il y a à peine quelques mois, au cours d'un de ces nombreux entretiens que j'ai réalisés avec lui pour mon travail sur l'histoire du PSU. L'interrogeant sur la possibilité d'emploi de l'arme nucléaire par Israël, la réponse fut aussi nette que concise : « Absolument ». Ce ne fut pas la moindre raison de son action internationale pour le désarmement nucléaire...

Ce texte est extrait d'un article qui doit paraître dans le prochain n° de la revue "Confluences-Méditerranée - 1er août 2016 - Article complet sur : <http://www.france-palestine.org/Palestine-l-héritage-oublie-de-Michel-Rocard>

(1) Agrégé d'histoire, Bernard Ravenel a été un témoin et un acteur privilégié de l'histoire du Parti socialiste unifié. Son dernier ouvrage aux éditions "La Découverte" relate l'histoire du PSU de 1960 à 1989.

Il y a 34 ans, le 23 juillet 1982 ...



DR

Fadel Al Dani, alors Directeur adjoint du bureau de l'OLP en France, était assassiné, à 8 h 30, en sortant de son domicile, dans

le 13ème arrondissement. Il venait de monter dans sa voiture. Celle-ci était détruite par un dispositif explosif. La police n'a pas su déterminer si un dispositif incendiaire avait été jeté par la fenêtre de la voiture ou si une bombe avait été électroniquement déclenchée.

Originaire de Gaza, ce Palestinien, âgé de 38 ans, avait été enseignant en Algérie. Marié, il était père d'un garçon de quelques mois.

Je connaissais bien Fadel, car il avait l'habitude de représenter l'OLP dans toutes les réunions de coordination des différentes associations de soutien à la cause palestinienne, et j'étais alors co président de " l'Association France Palestine " (devenue l'AFPS après la fusion avec l'Association Médicale Franco-Palestinienne"). La veille même de sa mort, il dînait à la maison, car partant le lendemain pour un séjour en Palestine occupée, je tenais à faire le point sur la situation. Et, c'est arrivé à Jérusalem que j'apprenais ce crime ! J'en étais bouleversé ! J'en étais d'autant plus secoué, je l'avoue, qu'en quittant mon domicile, nous avions continué à discuter un long moment dans la rue, auprès de mon propre véhicule... qui était le même que le sien !

Fadel était un garçon d'une gentillesse extrême, toujours souriant, aussi à l'aise avec les militants qu'avec les diplomates, en particulier ceux de la Ligue Arabe, avec lesquels il s'entretenait lors des réunions du Conseil des Ambassadeurs.

Il était le septième officiel (fonctionnaire) palestinien mystérieusement tué à Paris, durant les 10 années précédentes. Inutile de dire que son ou ces agresseurs n'ont jamais été retrouvés.

Lucien Bitterlin, alors président de l'Association de Solidarité Franco-Arabe, écrit dans la revue « France-Pays Arabes » de juillet 1982 : « Nous étions nombreux à accompagner sa dépouille au Père Lachaise (...). Depuis 1973, nous avons déjà fait ce

même chemin trop souvent. Ce jour-là, la tombe de Mahmoud Hamchari s'était ouverte pour accueillir Fadel Al Dani. A côté d'eux reposait le français Nicolas Royer, tué à Beyrouth dans un bombardement en 1981 D'autres, Ezzedine Kalak, Adnan Hamad, Mohamed Saleh, dormaient dans quelques cimetières de martyrs à Damas, Beyrouth ou Amman. (...) Pourra-t-on un jour élever un seul monument, celui des martyrs de la Palestine, sur une colline à Jérusalem ? ».

Maurice Buttin

LE COURRIER DES LECTEURS

Merci à tous ceux et celles qui travaillent pour le « *Courrier du CVPR* ». Comme tous les amis auxquels je l'ai fait connaître, je pense que les informations et réflexions que vous publiées sont très importantes et nécessaires dans le contexte français et international actuel.

Michel Lelong – *prêtre -Paris*

Très riche et intéressant.

Claude Cleostic - *Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine. Paris.*

Résumé de mes appréciations: le journal est très bien : à lire et relire, à diffuser un maximum.

Quand donc les français juifs comprendront-ils, dans leur ensemble, que soutenir Israël aujourd'hui, ou simplement ne rien dire, est d'une bêtise ou d'une lâcheté délétère, voire mortelle? La "fidélité" comme se qualifie "Radio J" n'est que trahison. Et j'ajoute: Le slogan: "Israël lumière du monde"(kol israël baholam) ne pourrait être vrai que s'il ne se bâtissait pas sur l'opaque gommage du peuple historique autochtone, sur l'obscur et progressive élimination de la Réalité. Alors que le partage, le fédératif, ou tout autre ouverture réellement démocratique, sans exclusive ethnico-religieuse (comme c'est le cas chez nous), serait l'assurance du bonheur de toute une grande région, lieu géométrique et passage obligé des continents !!!

Le sionisme éliminateur de l'autre, qui est resté sur place, est une imposture.

Gonzague Hutin - *Paris*

Merci pour cette lecture toujours tellement dans le ton !

Pour moi rien à dire, je le diffuse à mes amis et adhérents avec toujours autant d'enthousiasme et intérêt.

Isabelle Tordjman, *compagne de*

Fernand Tuil - ancien président de « l'Association pour le Jumelage avec les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises » (AJFP), décédé le 24 décembre 2013 - et animatrice de cette association - Créteil

Fidèle à la vérité, le *Courrier du CVPR* nous fournit des informations sur Israël et la Palestine que les autres médias ne nous donnent pas.

Patience, la vérité finira par s'imposer. Alors, le peuple Palestinien pourra recouvrer sa liberté et son honneur.

Alain Terrenoire - *Paris*

Je m'excuse de ne trouver aucune critique à faire.

Je ne peux que vous remercier pour votre engagement et ce rapport complet, pertinent et juste.

Au plaisir engagé de vous relire et de vous rencontrer en octobre.

Ramzi Ait Djaoud

Avec ce don, je salue votre initiative du colloque Sykes-Picot.

Fraternelle amitié pour la cause que vous défendez.

Juliane Nicolas - *Trébeurden*

Le « *Courrier du CVPR* » est super intéressant comme toujours, c'est un gros travail, et je vous remercie pour tout ce que vous faites.

Martine Millet - *Versailles*

Remerciements

Le président du CVPR PO m'a demandé de coordonner la rédaction du « *Courrier du CVPR* ». C'est une tâche difficile et je voudrais remercier ceux grâce auxquels ce bulletin a pu maintenant atteindre la qualité que tout le monde lui reconnaît.

Remercier d'abord Maurice Buttin, qui a passé tant de jours et de soirées à œuvrer pour que le bulletin soit de qualité et sorte à l'heure et qui continue à nous proposer les articles qu'il trouve intéressants ; j'espère que nous parviendrons à alléger son travail de mise en forme finale pour qu'il puisse se consacrer à sa fonction de président.

Remercier Jean Rabinovici qui a apporté, bénévolement, lui aussi, pendant 8 ans sa compétence pour mettre en forme le « *Courrier* » et qui continue à nous aider et à nous conseiller.

Le rédacteur en chef :
Francis Blanchet



UNE BOUTEILLE À LA MER, Thierry BINISTI, 2011

Tal a suivi sa famille à Jérusalem et quitté la France. Entre premier amour et premier piercing, elle y vit une adolescence ordinaire jusqu'au premier attentat dont elle est témoin : un kamikaze déclenche sa ceinture d'explosifs dans un café de son quartier. Profondément choquée, elle couche sa révolte et ses interrogations par écrit, dans une lettre qu'elle adresse à un Palestinien imaginaire, en invoquant la possibilité que le dialogue l'emporte sur la haine. Elle glisse la missive dans une bouteille et demande à son frère, un jeune soldat, de la jeter dans la mer. La bouteille se retrouve entre les mains d'un groupe de Palestiniens qui s'en moquent. Sauf l'un d'eux, qui engage avec Tal une correspondance par mail. Le film rend attachantes la spontanéité des personnages, leur manière de s'approprier le conflit israélo-palestinien sans se laisser dicter des réponses par les adultes. Leurs e-mails rythment le film. Lus en voix off, ils font surgir le quotidien, une réalité proche du documentaire.

Source : <http://www.telerama.fr/cinema/films/une-bouteille-a-la-mer,430356.php>



TAXI TEHERAN, Jafar PANAHI, 2015

Depuis 2010, Jafar Panahi est condamné à ne plus réaliser de films, à ne plus accorder d'entretiens à la presse étrangère et à ne plus quitter son pays. Sous peine de vingt ans d'emprisonnement pour chaque délit. Soutenu par la communauté internationale du cinéma et bénéficiant de ce fait d'une relative médiatisation, le metteur en scène n'a pas renoncé à exercer son métier et tourne clandestinement des films qui renseignent sur son sort et, surtout, sur celui de la société iranienne.

Dans «Taxi Téhéran», Panahi, acteur principal de son film, fait mine de s'être recyclé en chauffeur de taxi et accueille dans son véhicule plusieurs clients. Une sorte d'échantillon de la population de Téhéran, qui, dans le taxi, à l'abri des oreilles indiscretes, évoque la vie quotidienne en Iran, sans tabous. La plupart des clients reconnaissent le cinéaste et s'étonnent de le voir pratiquer ce nouveau métier. Étonnement feint, car «Taxi Téhéran» n'est en rien un documentaire pris sur le vif, mais un «docu-fiction» où chaque scène fait sens, même si le cinéaste ne se départit jamais de son humour et de son ironie.

Source : <http://rue89.nouvelobs.com/rue89-culture/2015/04/15/taxi-teheran-chef-doeuv-re-contre-loppression-258677>



LES FEMMES DU BUS 678, Mohamed DIAB, 2011

Trois Égyptiennes, trois milieux sociaux différents, deux codes vestimentaires opposés, et un problème commun : la répétition des violences sexuelles. Celles-ci se produisent dans le bus, dans la rue, au téléphone : partout et presque tout le temps, telle une tradition immuable.

En s'attaquant au sujet du harcèlement sexuel en Égypte, le film a suscité une onde de choc dans le pays. Projeté un mois avant la révolution, le premier long métrage de Mohamed Diab charge la société cairote. Il montre la solitude des Égyptiennes, délaissées par l'État et culpabilisées par la population, comme l'illustre l'insinuation d'un homme après l'agression de Nelly : "Elle portait sans doute une tenue aguicheuse." Mais, la cible des agresseurs est la femme en général, qu'elle soit faible ou forte, riche ou pauvre, voilée ou habillée "à l'occidentale". Une étude de l'ONU parue en 2013 l'atteste : 99 % des Égyptiennes ont été victimes de harcèlement sexuel. La situation semble néanmoins se décanter car le gouvernement égyptien a adopté l'an dernier une législation puissante ce type d'agression, avec des sanctions allant jusqu'à la prison ferme.

Source : <http://cinema.arte.tv/fr/program/les-femmes-du-bus-678>

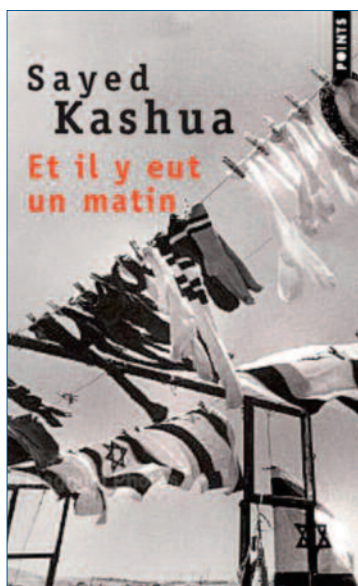


DR

AMOS OZ JUDAS, 2016

Amos Oz est un écrivain, romancier et journaliste israélien. Il fut l'un des fondateurs du mouvement «La paix maintenant» qui prône le partage du territoire pour la création de deux états indépendants: l'un israélien, l'autre palestinien. Dans son dernier roman, le jeune Shmuel Asch désespère de trouver l'argent nécessaire pour financer ses études, lorsqu'il tombe sur une annonce inhabituelle. On cherche un garçon de compagnie pour un homme de soixante-dix ans ; en échange de cinq heures de conversation et de lecture, un petit salaire et le logement sont offerts. C'est ainsi que Shmuel s'installe dans la maison de Gershom Wald où il s'adapte rapidement à la vie réglée de cet individu fantasque, avec qui il aura bientôt des discussions enflammées au sujet de la question arabe et surtout des idéaux du sionisme. Mais c'est la rencontre avec Atalia Abravanel qui va tout changer pour Shmuel. Judas est un magnifique roman d'amour dans la Jérusalem divisée de 1959, un grand livre sur les lignes de fracture entre judaïsme et christianisme, une réflexion admirable sur les figures du traître, et assurément un ouvrage essentiel pour comprendre l'histoire d'Israël. Un chef-d'œuvre justement acclamé dans le monde entier.

Source : <http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Du-monde-entier/Judas>



DR

ET IL Y EUT UN MATIN Sayed KASHUA, 2008

Depuis quelque temps ce journaliste arabe, sans doute l'unique reporter à travailler pour la presse israélienne, ne se sent plus en sécurité.

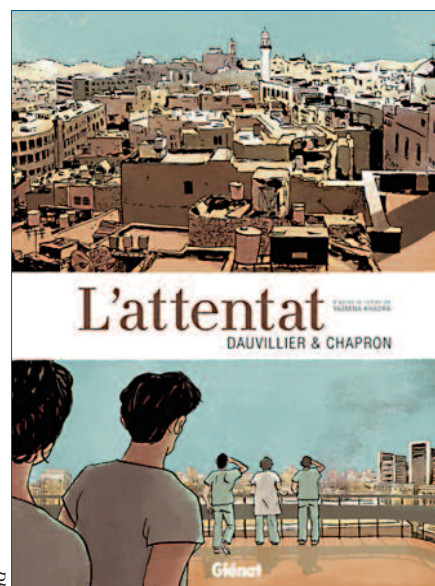
Relégué au rang de pigiste occasionnel par sa rédaction, découragé par les marques d'ostracisme qui envahissent son quotidien, il décide de retourner vivre avec sa famille dans son village natal, tout près de Jérusalem.

Lorsque l'armée israélienne encercle le village, tous pensent que cette mesure est provisoire. Pourtant la situation perdure, le chaos s'installe : l'eau et l'électricité sont coupées, la pénurie alimentaire menace, les ordures s'entassent et les esprits s'échauffent.

Et, plus inquiétant encore, aucune information ne filtre sur les événements.

Dans cette fiction née de sa propre histoire, Sayed Kashua explore l'impossible identité des Arabes israéliens. La singularité de sa vision des sociétés juives et arabes donne à ce roman, écrit en hébreu, une force saisissante.

Source : <http://www.babelio.com/livres/Kashua-Et-il-y-eut-un-matin/43969>



DR

L'ATTENTAT Loïc DAUVILLIER et Glen CHAPRON, 2012

D'après le roman de Yasmine Khadra

Amine Jaafari, arabe et israélien, est un chirurgien reconnu à Tel Aviv où il vit avec son épouse. Un jour, après un attentat meurtrier, la police israélienne l'informe que la kamikaze est sa femme. Brisé par cette révélation, Amine décide d'aller à la rencontre de ceux qui l'ont poussée à commettre le pire. À la recherche de la vérité, il va devoir se confronter à une réalité qu'il a refusée de voir, lui, l'Arabe si bien intégré du bon côté du mur.

Loïc Dauvillier et Glen Chapron signent une adaptation vibrante du roman de Yasmina Khadra, vendu à plus de 600 000 exemplaires en France et traduit dans plus de 20 pays. Un roman graphique poignant dans lequel le drame intime se mélange à la tragédie politique de l'inextricable conflit israélo-palestinien. Évitant l'écueil des jugements de valeur, ce récit bouleversant a le grand mérite de susciter plus de questions qu'il ne donne de réponses, et confronte le lecteur avec la douleur de chaque camp.

Source : <http://www.glenatbd.com/bd/lattentat-9782723482547.htm>

Le CVPR PO a besoin de votre soutien financier. Les adhésions (15 euros pour les étudiants et chômeurs, 50 euros cotisation simple, 80 euros cotisation pour un couple) sont nécessaires à la poursuite de notre action. Les dons sont évidemment les bienvenus.

Dons ou adhésions par chèque à l'ordre du CVPR PO à adresser à Me Maurice Buttin, 54 rue des Entrepreneurs - 75015 Paris